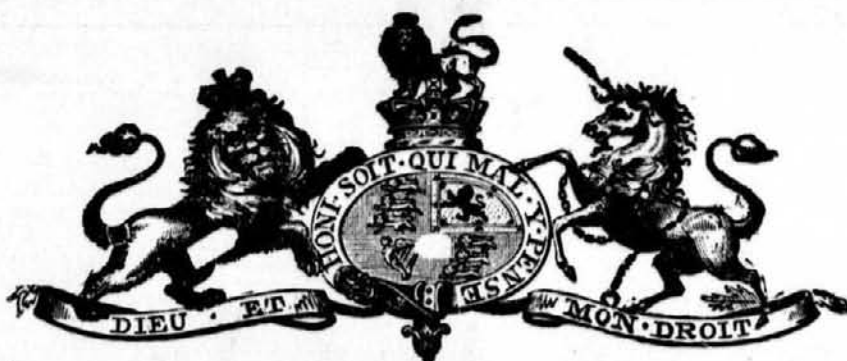




Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 8 OCTOBRE 1898.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2739

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 30 septembre dernier, de faire les nominations suivantes, savoir :

Syndics d'écoles.

Comté de Vaudreuil : Newton.—M. John H. McCuaig, en remplacement de M. Malcolm McCuaig dont le terme d'office est expiré.

Saint-Lazare.—M. George A. Hodgson, en remplacement de M. Isaac Simpson, dont le terme d'office est expiré.

3739

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 28 septembre 1898, de nommer MM. Joseph Roy et Henri Albani Beauregard, protonotaire conjoint du district de Saint-Hyacinthe, demeurant dans la cité de Saint-Hyacinthe, commissaires *per dedimus potestatem*, conformément aux dispositions de l'article 605 des S. R. P. Q.

3741

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8th OCTOBER, 1898

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2740

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, the 30th of September last, to make the following appointments, to wit :

School trustees.

County of Vaudreuil : Newton.—Mr. John H. McCuaig, to replace Mr. Malcolm McCuaig whose term of office has expired.

Saint-Lazare.—Mr. George A. Hodgson, to replace Mr. Isaac Simpson, whose term of office has expired.

3740

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th of September, 1898, to appoint Messrs. Joseph Roy and Henri Albani Beauregard, joint prothonotary of the district of Saint Hyacinthe, residing in the city of Saint Hyacinthe, commissioners *per dedimus potestatem*, pursuant to the provisions of article 605 of the R. S. P. Q.

3742

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU que, sur
Proc.-Gent. } présentation au conseil municipal du comté de Saint-Hyacinthe, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Saint-Hyacinthe, a nommé J. P. Bazinet, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué le 11 juin (1898), sans amendements par le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir : vers l'ouest par le milieu de la rivière Yamaska, vers le nord-ouest par le chemin de fer du Grand Tronc, au nord-est par la ligne de division des lots Nos 191 et 192 et des lots Nos 319 et 320 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, au sud-est par le milieu du chemin public du rang Sainte-Marie-Anne et par une ligne droite partant de l'intersection du dit chemin avec le chemin de racourci et se rendant à l'angle sud-est du lot No 151, et, de là, par le côté sud-est des lots Nos 151, 154 et 153, du dit cadastre, au sud-ouest par la ligne de division des paroisses de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur et de Saint-Hyacinthe, prolongée jusqu'au milieu de la rivière Yamaska.

La superficie du dit territoire, tel que décrit ci-dessus, est de deux cent quatre-vingt-sept arpents et douze perches, plus ou moins, sera détaché de la municipalité de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de Saint-Joseph," à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Saint-Joseph, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS, on pre-
Atty.-Gent. } sentation to the municipal council of the county of Saint Hyacinthe, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Saint Hyacinthe, has named J. P. Bazinet, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated, on the 11th June, (1898), without amendments by the council of the aforesaid county ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit : on the west by the middle of the Yamaska river, on the north west by the Grand Trunk railway, on the north east by the division line of lots Nos. 191 and 192 and of lots Nos. 319 and 320 of the official cadastre of the parish of Saint Hyacinthe le Confesseur, on the south east by the middle of the public road of the range Sainte Marie Anne and by a straight line starting from the intersection of the said road with the short road and going to the south east angle of lot No. 151, and from there, on the south east side of lots Nos. 151, 154 and 153, said cadastre, on the south west by the division line of the parishes of Saint Hyacinthe le Confesseur and of Saint Hyacinthe prolonged to the middle of the Yamaska river.

The area of the said territory, as above described, being two hundred and eighty-seven arpents and twelve perches, more or less, shall be detached from the municipality of Saint Hyacinthe le Confesseur, and shall form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Saint Joseph," from this day.

And we do hereby constitute, erect and declare the said village of Saint Joseph, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SIXIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

3671

Assistant-secrétaire de la province.

La publication de cette proclamation faite le 1er octobre 1898, est nulle.

Canada
Province de
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGTIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

3351

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

3672

Assistant provincial secretary.

The publication of this proclamation on the 1st of October, 1898, is null.

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TENTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand eight hundred and ninety-eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the TWENTIETH day of the month of OCTOBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNES, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-NINTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery Québec.

3352

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fondsocial," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-huitième jour de septembre courant, constituant en corporation Joseph Girard, cultivateur, de Saint-Gédéon; Auguste Rémy Hudon, marchand, d'Hébertville; George Lavoie, cultivateur, de Saint-Bruno, dans le comté du Lac Saint-Jean; Joseph Dominique Guay, journaliste, et Napoléon Vézina, marchand, de Chicoutimi, dans le but de fabriquer de la brique rouge et blanche de toute espèce avec pouvoir d'acheter, vendre ou louer les terrains, bâtisses et pouvoirs d'eau dont elle aura besoin, sous le nom de "La briqueterie d'Hébertville," avec un fonds social s'élevant en totalité à dix mille piastres (\$10,000), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour de septembre 1898.

JOS. BOIVIN.

3743 Assistant-secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Nouvelle.

Lot 13, du 4e rang, à Félix Normandeau.

Canton Ware.

Lot 15, du 6e rang, à J. Bte. Nicol.

E. E. TACHÉ,

Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 8 octobre 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6685.

Aldfield.

Lot 39, du rang ouest, à Joseph Herbour.

Lot 40, du rang ouest, à Joseph Herbour.

Lot 41, du rang ouest, à Cléophas Herbour.

Lot 42, du rang ouest, à Joseph Herbour.

Lot 43, du rang ouest, à Gilbert Moringier.

Lot 44, du rang ouest, à Pierre Moringier.

E. E. TACHÉ,

Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 6 octobre 1898.

3781

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September instant, incorporating Joseph Girard, farmer, of Saint Gédéon; Auguste Remy Hudon, merchant, of Hébertville; Georges Lavoie, farmer, of Saint Bruno, in the Lake Saint John county; Joseph Dominique Guay, journalist, and Napoléon Vézina, merchant, of Chicoutimi, for the purpose of manufacturing any kinds of white and red bricks with powers of buying, selling or leasing lands, buildings and water powers which it may need, under the name of "La briqueterie d'Hébertville," with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirtieth day of September, 1898.

JOS. BOIVIN,

3744 Assistant Provincial Secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Nouvelle.

Lot 13, of 4th range, to Félix Normandeau.

Township Ware.

Lot 15, of 6th range, to J. Bte. Nicol.

E. E. TACHÉ,

Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 8th October, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6685.

Aldfield.

Lot 39, in range west, to Joseph Herbour.

Lot 40, in range west, to Joseph Herbour.

Lot 41, in range west, to Cléophas Herbour.

Lot 42, in range west, to Joseph Herbour.

Lot 43, in range west, to Gilbert Moringier.

Lot 44, in range west, to Pierre Moringier.

E. E. TACHÉ,

Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 6th October, 1898.

3782

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and followings of the R. S. Q., that, 60 days

après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6685.

Aylwin

Lot 13 du 10^e rang, à Thomas Marks.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 23 septembre 1898.

3661-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Maria.

Lot 11, du rang Glen, à Jos. Rivière.

Canton New Richmond.

Lot 3, du 6^e rang, à Peter Walsh.

Canton Nouvelle.

Lot 12, du 4^e rang, à Wm Normandeau.

Canton Gayhurst.

Lot 41, du 2^e rang, à Ph. Gosselin.

Canton Jersey.

6^e rang.

Lots 20 et 21, à Ol. Rancour.

Lot 22, à David Lambert.

Canton Linière.

2^e rang, sec. B.

Lots 101, 102, 103, à Ths. McIntyre.

Lot 104, Ths. Doniven.

Canton Cap Rosier.

2^e rang.

$\frac{1}{2}$ N. O., du lot 28, à Wm Jacques.

$\frac{1}{2}$ S. E., du lot 28, à Jos. Jacques.

Canton York.

Lot 11, du 3^e rang, à Phil. Maloney.

Canton Demers.

6^e rang.

Lot 40, à Jos. Buteau.

Lot 41, à Ed. Lafrance.

Canton Port Daniel.

3^e rang, Baie O.

Lot 3, à Am. Bebee.

Lot 4, à Geo. Gilker.

4^e rang, Baie O.

Lot 2, à John Dean.

Lot 3, à James Dow.

Lot 6, à Dav. Modigan.

Lot 7, à Dav. Bebee et Jos. Gilker.

Lot 8, à Dan. Sullivan.

5^e rang, Pte O.

Lot 1, à Henry Dow.

Lot 4, à Jas. Dow.

Lot 5, à Dan. Bisson.

Lot 6, à Chs. Bisson.

Lot 7, à Jas. Enright.

Lot 8, à W. McDonald.

Lot 9, à R. Gillis.

6^e rang.

Lot 1, à Ed. Smith.

Lot 3, à J. Journeau, jr.

Lot 4, à Wm. & And. Dow.

Lot 5, à Wm. McDonald et W. Ross.

6^e rang.

Lot 6, à R. McKenzie.

Lot 7 et 8, à Wm. McKenzie.

Lot 9, à J. Lawrence.

Lot 10, à Henry Whitton.

Lot 11, à Henry Lawrence.

$\frac{1}{2}$ S. O. du lot 12, à Jeremiah Jones.

after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6685.

Aylwin

Lot 13 in the 10th range, to Thomas Marks.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Quebec, 23rd September, 1898.

3662

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Maria.

Lot 11, of Glen range, to Jos. Rivière.

Township New Richmond.

Lot 3, of 6th range, to Peter Walsh.

Township Nouvelle.

Lot 12, of 4th range, to Wm. Normandeau.

Township Gayhurst.

Lot 41, of 2nd range, to Ph. Gosselin.

Township Jersey.

6th range.

Lots 20 and 21, to Ol. Rancour.

Lot 22, to David Lambert.

Township Linière.

2nd range, sec. B.

Lots 101, 102, 103, to Ths. McIntyre.

Lot 104, to Ths. Doniven.

Township Cap Rosier.

2nd range.

N. W. $\frac{1}{2}$ of lot 28, to Wm. Jacques.

S. E. $\frac{1}{2}$ of lot 28, to Jos. Jacques.

Township York.

Lot 11, of 3rd range, to Phil. Maloney.

Township Demers.

6th range.

Lot 40, to Jos. Buteau.

Lot 41, to Ed. Lafrance.

Township Port Daniel.

3rd range, Bay W.

Lot 3, to Am. Bebee.

Lot 4, to Geo. Gilker.

4th range, Bay W.

Lot 2, to John Dean.

Lot 3, to James Dow.

Lot 6, to Dav. Modigan.

Lot 7, to Dav. Bebee and Jos. Gilker.

Lot 8, to Dan. Sullivan.

5th range, W. Pt.

Lot 1, to Henry Dow.

Lot 4, to Jas. Dow.

Lot 5, to Dan. Bisson.

Lot 6, to Chs. Bisson.

Lot 7, to Jas. Enright.

Lot 8, to W. McDonald.

Lot 9, to R. Gillis.

6th range.

Lot 1, to Ed. Smith.

Lot 3, to J. Journeau, jr.

Lot 4, to Wm. & And. Dow.

Lot 5, to Wm. McDonald and W. Ross.

6th range.

Lot 6, to R. McKenzie.

Lot 7 and 8, to Wm. McKenzie.

Lot 9, to J. Lawrence.

Lot 10, to Henry Whitton.

Lot 11, to Henry Lawrence.

$\frac{1}{2}$ S. W. of lot 12, to Jeremiah Jones.

$\frac{1}{2}$ N. E. du lot 12, à Philip et Jos. Dea.
Lot 13, à W. McLeod.

7e rang

Lot 2, à J. B. Blatch.
Lot 4, à Alex. Hall.
Lot 6, à W. Barret.
Lot 7, à Laur. Langlois.
Lot 8, à Dan. Sullivan.
Lot 9, à W. Sullivan.
Lot 10, à D. B. McGie.
Lot 11, à P. W. Horrie.
Lot 12, à Jos. Horrie.
Lot 13, à John McKenzie.

Rang du Havre Ouest.

Lots T. et V., à Frs. LeBlanc et Rt. Millar.

Canton Normandin.

Lot 27, du rang nord, à Alfred Talbot.

10e rang.

Lot 40, à Ed. Carbonneau.
Lot 41, à J. Bte Carbonneau.
Lot 42, à Jos. Carbonneau.

Canton Metgermette N.

8e rang.

Lot 35, à Eug. N. Chinic.
Lot 37, à Elisée Beaudet.

Canton LaBarre.

Lot 22, du 4e rang, à Cy. Lacombe.

Canton Macpès.

2e rang.

$\frac{1}{2}$ S. O. du lot 5, à Jos. Brisson.
Lot 6, à Julien Duchesne.
 $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 11, à Cha. Lévesque.
 $\frac{1}{2}$ N. E. du lot 11, à Jos. Lévesque.

E. E. TACHÉ.

Département des Terres, Assistant-commissaire.

Forêts et Pêcheries.

Québec, 1er octobre 1898.

3723-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 7 mai 1898.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, le MERCREDI, 26 OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Ottawa Supérieur.—Bloc A, rang 6 : $\frac{1}{2}$ N. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m.

Bloc A, rang 5 : $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m.

Bloc A, rang 4 : $\frac{1}{2}$ N. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 8, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 8, 25 m.

Bloc A, rang 3 : $\frac{1}{2}$ S. No 12, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 12, 25 m.

Rivière Ottawa : No 98, 50 m. ; No 99, 50 m. ; No 100, 50 m. ; No 101, 50 m. ; No 583, 15 m. ; No 584, 32 $\frac{1}{2}$ m. ; No 595, 32 m. ; No 596, 19 m. ; No 607, 22 m. ; No 608, 26 m. ; No 609, 11 m.

Rivière La Pêche : No 524, 11 $\frac{1}{2}$ m. ; No 525, 16 $\frac{1}{2}$ m.

Ottawa Inférieur.—Rivière Rouge Sud L., 43 m. ; rivière du Lièvre, Branche N. E., No 7, 31 $\frac{1}{2}$ m. ;

$\frac{1}{2}$ N. E. of lot 12, to Philip and Jos. Dea.
Lot 13, to W. McLeod.

7th range.

Lot 2, to J. B. Blatch.
Lot 4, to Alex. Hall.
Lot 6, to W. Barret.
Lot 7, to Laur. Langlois.
Lot 8, to Dan. Sullivan.
Lot 9, to W. Sullivan.
Lot 10, to D. B. McGie.
Lot 11, to P. W. Horrie.
Lot 12, to Jos. Horrie.
Lot 13, to John McKenzie.

Harbour range West.

Lots T. and V., to Frs. LeBlanc and Rt. Millar.

Township Normandin.

Lot 27, of north range, to Alfred Talbot.

10th range.

Lot 40, to Ed. Carbonneau.
Lot 41, to J. Bte Carbonneau.
Lot 42, to Jos. Carbonneau.

Township Metgermette N.

8th range.

Lot 35, to Eug. N. Chinic.
Lot 37, to Elisée Beaudet.

Township LaBarre.

Lot 22, of 4th range, to Cy. Lacombe.

Township Macpès.

2nd range.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 5, to Jos. Brisson.
Lot 6, to Julien Duchesne.
S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 11, to Cha. Lévesque.
N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 11, to Jos. Lévesque.

E. E. TACHÉ.

Department of Lands, Assistant Commissioner.

Forests and Fisheries.

Quebec, 1st October, 1898.

3724

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS, FORESTS AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 7th May, 1898.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, on WEDNESDAY, the 26th day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock A. M.

Upper Ottawa.—Bloc A, range 6 : $\frac{1}{2}$ N. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m.

Bloc A, range 5 : $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m.

Bloc A, range 4 : $\frac{1}{2}$ N. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 8, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 8, 25 m.

Bloc A, range 3 : $\frac{1}{2}$ S. No 12, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 12, 25 m.

Ottawa River.—No. 98, 50 m. ; No 99, 50 m. ; No 100, 50 m. ; No 101, 50 m. ; No 583, 15 m. ; No 584, 32 $\frac{1}{2}$ m. ; No 595, 32 m. ; No 596, 19 m. ; No 607, 22 m. ; No 608, 26 m. ; No 609, 11 m.

La Pêche River.—No. 524, 11 $\frac{1}{2}$ m. ; No 525, 16 $\frac{1}{2}$ m.

Lower Ottawa.—River Rouge South L., 43 m. ; river du Lièvre, N. E. Branch, No. 7, 31 $\frac{1}{2}$ m. ;

rivière du Lièvre, Branche N. E., No 8, 27½ m.; Lac Némiskachingue, 25 m.; rivière Rouge, sud M. 42 m.; Rivière du Lièvre, Branche N. E.: No 3, 50 m.; No 4, 50 m.; No 5, 50 m.; No 6, 46 m.; canton Wentworth, No 3, 5 m.

Saint-Maurice.—Rivière Saint-Maurice, No 10, E. 47 m.; rivière Trenché No 1 O. 24 m.; rivière Trenché No 2 O. 50 m.; rivière Trenché No 2 E. 40 m.; rivière Mattawin, No 10, 48 m.; Arrière rivière du Milieu, 29 m.

Manouan A. S., 50 m.; Arrière Manouan A. S., 40 m.; Arrière Vermillion 7 N., 40 m.; Arrière Vermillion B. N., 45 m.; Arrière Saint-Maurice 13 Ouest, 25 m.; Arrière Saint-Maurice 14 Ouest, 40 m.; Arrière Saint-Maurice C, 25 m.; Arrière Saint-Maurice D, 42 m.; Arrière Saint-Maurice E, 50 m.; Arrière Flamand 1 Nord, 26 m.; Arrière Flamand 2 Nord, 50 m.; Arrière Manouan 2 Sud, 44 m.; Saint-Maurice 15 Ouest, 50 m.; Manouan 3 Nord, 35 m.; Arrière Manouan 3 Nord, 30 m.; Arrière Manouan 4 Nord, 30 m.; Manouan 4 Nord, 50 m.; Manouan 8 Sud, 50 m.; Manouan 9 Sud, 35 m.; Arrière Manouan C Nord, 50 m.; Arrière Manouan D Nord, 50 m.; Saint-Maurice 13 Ouest, 50 m.; Saint-Maurice 14 Ouest, 50 m.; Pierrie 1 Est, 35 m.; Ile Bostonnais, 10 m.; Bostonnais 4 Nord, 25 m.; Bostonnais 4 Sud, 20 m.; Bostonnais 2 Sud, 50 m.; Bostonnais 3 sud, 50 m.; Bostonnais moitié 2 Nord, 25 m.; Bostonnais 3 Nord, 50 m.; Croche 4 ouest, 50 m.; Arrière Croche 4 Est, 50 m.; Arrière Croche A, 40 m.; Arrière Croche B, 50 m.

Montmagny.—Cantons Rolette et Roux, Rivière aux Orignaux, 37 m.; canton Lafontaine, 17½ m.; canton Roux, 7½ m.; canton Mailloux, 13 m.; canton Ashburton, 3½ m.; canton Talon, 3½ m.

Grandville.—Rivière Noire, No 47, 33 1½ m.; canton Armand: No 2, 11½ m.; No 3, 13½ m.; No 4, 18 m.; canton Escourt, No 3, 8 4½ m.; canton Parke, No 2, 9 m.; canton Parke, No 3, 20 m.

Matapédia.—Canton Awantjish, No 2, 18½ m.; Arrière Rivière Métis, Est, 18½ m.

Rimouski Est.—Canton Saint-Denis, 14 m.; canton McNider, No 3, 7½ m.; canton McNider, No 4, 7½ m.; canton Matane, No 3, 8 m.

Rimouski Ouest.—Canton Duquesne, No 3, 8 m.; canton Duquesne, No 4, 13 m.; Rivière Rimouski, centre Est, 10 m.; Rivière Rimouski, centre ouest, 32 m.; Lac Temiscouata, 3e rang: Bloc 1, 26 m.; Bloc 2, 26 m.; Bloc 3, 33 m.; Arrière Rivière Rimouski, No 2 Ouest, 18 m.; canton Macpès, 7 m.

Gaspé-Ouest.—Canton Duchesnay, 70 m.; canton Christie, 52½ m.; canton Tourelle, 84 m.

Gaspé-Est.—Canton Rameau, No 2, 21 m.

Bonaventure-Ouest.—Petite Rivière, Branche Nord No 1, 8 m.; Rivière Nouvelle No 2, 50 m.; Meadow Brook (Rivière Patapédia), 30 m.; Rivière Patapédia, No 1 est, 28 m.; Ruisseau Tom Ferguson, 33 m.; Indian Brook, 56 m.; Red Pine and Chamberlain Brooks, 38 m.

Bonaventure-Est.—Rivière Bonaventure, No 3, 50 m.; Arrière Rivière Bonaventure, No 1, 34 m.; No 2, 31 m.

Saint-Charles.—141 ouest, 20 m.; 143, 18 m.

Lac Saint-Jean-Ouest.—Rivière Peribonka, No 125, 40 m.; Rivière Peribonka, No 127, 50 m.

LIMITES AU NORD DU LAC SAINT-JEAN:

1er rang: No 1, 41 m.; No 4, 26½ m.; No 5, 26½ m.; No 6, 38½ m.; 2e rang: No 1, 18 m.; No 2, 21 m.; No 5, 32½ m.; No 6, 34 m.; No 7, 27 m.; No 8, 18 m.; 3e rang: No 1, 17 m.; No 2, 18½ m.; No 5, 35 m.; No 6, 30 m.; No 7, 25 m.; No 8, 18½ m.; No 9, 26½ m.

Saguenay.—Canton Arnault, 30 m.; Rivière Malbaie, No 1, 27 m.; Rivière Amédée, 40 m.; Rivières à la Chasse et aux Anglais, 34 m.; St-Laurent Ouest, 30 m.; Rivières Mistassini et Sheldrake, No 1, 32½ m.; Rivière Saint-Nicolas, 30 m.; Rivière au Bouleau: No 1, 32 m.; No 2, 20 m.; No 3, 26 m.; No 4, 28 m.; No 5, 30 m.; No 6, 29 m.; Rivière

river du Lièvre, N. E. Branch, No. 8, 27½ m.; lake Nemiskachingue, 25 m.; river Rouge, south M. 42 m.; river du Lièvre, N. E. Branch: No. 3, 50 m.; No. 4, 50 m.; No. 5, 50 m.; No. 6, 46 m.; Township Wentworth, No. 3, 5 m.

Saint Maurice.—River Saint Maurice, No. 10, E. 47 m.; river Trenché No. 1, W. 24 m.; river Trenché No. 2, W. 50 m.; river Trenché No. 2 E. 40 m.; river Mattawin, No. 10, 48 m.; Rear river du Milieu, 29 m.

Manouan A. S., 50 m.; Rear Manouan A. S., 40 m.; Rear Vermillion 7 N., 40 m.; Rear Vermillion B. N., 45 m.; Rear Saint Maurice 13 West, 25 m.; Rear Saint Maurice 14 West, 40 m.; Rear Saint Maurice C, 25 m.; Rear Saint Maurice D, 42 m.; Rear Saint Maurice E, 50 m.; Rear Flamand 1 North, 26 m.; Rear Flamand 2 North, 50 m.; Rear Manouan 2 South, 44 m.; Saint Maurice 15 West, 50 m.; Manouan 3 North, 35 m.; Rear Manouan 3 North, 30 m.; Rear Manouan 4 North, 30 m.; Manouan 4 North, 50 m.; Manouan 8 South, 50 m.; Manouan 9 South, 35 m.; Rear Manouan C North, 50 m.; Rear Manouan D North, 50 m.; Saint Maurice 13 West, 50 m.; Saint Maurice 14 West, 50 m.; Pierrie 1 East, 35 m.; Bostonnais Island, 10 m.; Bostonnais 4 North, 25 m.; Bostonnais 4 South, 20 m.; Bostonnais 2 South, 50 m.; Bostonnais 3 South, 50 m.; Bostonnais East half 2 North, 25 m.; Bostonnais 3 North, 50 m.; Croche 4 West, 50 m.; Rear Croche 4 East, 50 m.; Rear Croche A, 40 m.; Rear Croche B, 50 m.

Montmagny.—Townships Rolette and Roux, Moose River, 37 m.; township Latontaine, 17½ m.; township Roux, 7½ m.; township Mailloux, 13 m.; township Ashburton, 3½ m.; township Talon, 3½ m.

Grandville.—Black River, No. 47, 33 1½ m.; Township Armand: No. 2, 11½ m.; No. 3, 13½ m.; No. 4, 18 m.; township Escourt, No. 3, 8 4½ m.; township Parke, No. 2, 9 m.; township Parke, No. 3, 20 m.

Matapédia.—Township Awantjish, No. 2, 18½ m.; Rear river Metis, east, 18½ m.

Rimouski Est.—Township Saint Denis, 14 m.; township McNider, No. 3, 7½ m.; township McNider, No. 4, 7½ m.; township Matane, No. 3, 8 m.

Rimouski-West.—Township Duquesne, No. 3, 8 m.; township Duquesne, No. 4, 13 m.; Rimouski river, centre east, 10 m.; Rimouski river, centre west, 32 m.; Lake Temiscouata, 3rd range: block 1, 26 m.; block 2, 26 m.; block 3, 33 m.; Rear Rimouski river, No. 2, west, 18 m.; township Macpès, 7 m.

Gaspé-West.—Township Duchesnay, 70 m.; township Christie, 52½ m.; township Tourelle, 84 m.

Gaspé-East.—Township Rameau, No. 2, 21 m.

Bonaventure-West.—Little River, North Branch, No. 1, 8 m.; River Nouvelle, No. 2, 50 m.; Meadow Brook (Patapédia River), 30 m.; River Patapédia, No. 1, East, 28 m.; Tom Ferguson Brook, 33 m.; Indian Brook, 56 m.; Red Pine and Chamberlain Brooks, 38 m.

Bonaventure-East.—River Bonaventure, No. 3, 50 m.; Rear Bonaventure river, No 1, 34 m.; No. 2, 31 m.

Saint Charles.—141 West, 20 m.; 143, 18 m.

Lake Saint John-West.—River Peribonka, No. 125, 40 m.; River Peribonka, No. 127, 50 m.

LIMITS NORTH OF LAKE SAINT JOHN:

1st range: No. 1, 41 m.; No. 4, 26½ m.; No. 5, 26½ m.; No. 6, 38½ m.; 2nd range: No. 1, 18 m.; No. 2, 21 m.; No. 5, 32½ m.; No. 6, 34 m.; No. 7, 27 m.; No. 8, 18 m.; 3rd range: No. 1, 17 m.; No. 2, 18½ m.; No. 5, 35 m.; No. 6, 30 m.; No. 7, 25 m.; No. 8, 18½ m.; No. 9, 26½ m.

Saguenay.—Township Arnault, 30 m.; River Malbaie, No. 1, 27 m.; River Amédée, 40 m.; River à la Chasse et aux Anglais, 34 m.; Saint Lawrence-West, 30 m.; River Mistassini et Sheldrake No. 1, 32½ m.; River Saint Nicolas, 30 m.; River au Bouleau: No. 1, 32 m.; No. 2, 20 m.; No. 3, 26 m.; No. 4, 28 m.; No. 5, 30 m.; No. 6, 29 m.; River

Tortue : No 1, 26 m. ; No 2, 18 m. ; No 3, 28 m. ; No 4, 30 m. ; No 5, 34 m. ; No 6, 29 m. ; Rivière Saint Jean : No 1, 24 m. ; No 2, 24 m. ; No 3, 23 m. ; No 4, 18 m. ; No 5, 20 m. ; No 6, 20 m. ; No 7, 12 m. ; No 8, 12 m. ; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 1, 22 m. ; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 2, 18 m. ; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 3, 20 m. ; Rivière au Saumon, No 1, 34 m. ; Rivière Chambers, No 1, 44 m. ; Rivière Portneuf : No 1 est, 50 m. ; No 2 est, 50 m. ; No 3 est, 50 m. ; No 4 est, 50 m. ; No 1 ouest, 50 m. ; No 2 ouest, 50 m. ; No 3 ouest, 50 m. ; No 4 ouest, 50 m. ; canton Laval No. 4, 1 m. ; Rivière Manicouagan, No. 2 ouest, 40 m. ; Rivière Manicouagan, No 3, 24 m. ; No 4, 27 m. ; No. 5, 56 m. ; No. 6, 58 m.

Conditions de la vente.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

S. N. PARENT,
Commissaire des Terres,
Forêts et Pêcheries.

1991

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant route commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans

Tortue : No. 1, 26 m. ; No. 2, 18 m. ; No. 3, 28 m. ; No. 4, 30 m. ; No. 5, 34 ; No. 6, 29 m. ; river Saint John : No. 1, 24 m. ; No. 2, 24 m. ; No. 3, 23 m. ; No. 4, 18 m. ; No. 5, 20 m. ; No. 6, 20 m. ; No. 7, 12 m. ; No. 8, 12 m. ; River Saint John, East Branch, No. 1, 22 m. ; River Saint John, East Branch, No. 2, 18 m. ; River Saint John, East Branch, No. 3, 20 m. ; Salmon River, No. 1, 34 m. ; River Chambers, No. 1, 44 m. ; River Portneuf : No. 1 E, 50 m. ; No. 2 E, 50 m. ; No. 3 E, 50 m. ; No. 4 E, 50 m. ; No. 1 W, 50 m. ; No. 2 W, 50 m. ; No. 3 W, 50 m. ; No. 4 W, 50 m. ; township Lava. No. 4, 1 m. ; River Manicouagan, No. 2 west, 40 m. ; River Manicouagan, No. 3, 24 m. ; No. 4, 27 m. ; No. 5, 56 m. ; No. 6, 58 m.

Conditions of sale.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered or sale.

The annual ground rent of three dollars per mile, with fire tax, is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

S. N. PARENT,
Commissioner of Lands,
Forests and Fisheries.

1992

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills

53. —All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act, —shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both

l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition d'ont en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2735

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après expiration des deux premières semaines de la

languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending in private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2736

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Pri-

session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200. et en sus le coût

vate Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephon Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local officers; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the

de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désira éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef au bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

2737

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que la cité de Sorel, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements aux lois constitutives de la cité (52 Victoria, chapitre 80 des Statuts de 1889, et 55-56 Victoria, chapitre 52 des Statuts de 1892), pour les fins suivantes, savoir : Quant aux dispositions relatives aux peines et péna-

cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

2738

Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the city of Sorel, shall apply to the Quebec Legislature, at its next session for amendments to its city charter (52 Vict., chapter 80, statutes 1889, and 55-56 Vict., chapter 52, statutes 1892), for the following purposes, to wit: as to provision concerning fines and penalties impossible for transgression of the law and by-laws and

lités infigibles pour infraction à la loi et aux règlements, et pour les augmenter quant à certains délis, dispositions en conversion de dettes et émission d'obligations, quant à la contrainte du paiement ou prélèvement de taxes, pour l'imposition d'une taxe d'affaires sur une échelle d'après la valeur du loyer, pour amplifier les dispositions quant aux charges ou taxes de l'eau, pour ajouter à certaines taxes ou charges, afin d'augmenter le revenu, pour fixer de nouveau la somme d'obligations que la cité peut encourir et lui conférer de nouveaux pouvoirs à cet égard, et pour diverses autres matières d'administration municipale.

Hôtel-de-Ville,
Sorel, 15 septembre 1898.

3627-3

AVIS PUBLIC

La ville de Salaberry de Valleyfield s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte légalisant et autorisant en autant que besoin le règlement No. 136 de ses règlements, accordant une commutation de taxes à la compagnie appelée "The Montreal Cotton Company."

L. J. PAPINEAU,
Avocat et procureur de la dite ville.
Salaberry de Valleyfield, 21 septembre 1898.

3613-3

AVIS.

La Compagnie de Chemin de fer Québec Central s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte pour arranger de nouveau le Capital Obligations de la compagnie, et dans ce but créer et émettre des Obligations ou Bons, ou les deux ensemble qui seront chargés contre l'entreprise de la compagnie, portant intérêt à tel taux, n'excédant pas 4 pour cent par année, et payable à tels endroits et temps qu'il sera décidé par le bureau lors de l'émission; pourvu que le montant total de l'intérêt sur tel capital, obligations ou Bons, ou les deux ensemble, n'excédra pas la somme de £20,000 par année ou telle autre somme qui pourra être fixée par la législature; le même montant du capital, obligations ou bons, ou les deux ensemble—l'intérêt sur lesquels devra correspondre au montant total de l'intérêt payable en rapport des premières obligations hypothécaires existantes—devant être réservé exclusivement pour l'échange et conversion *pro-rata* des dites premières obligations hypothécaires, et la balance devant être disposée par le Bureau des Directeurs à tel prix, à tel temps et à telles conditions que le bureau jugera à propos pour les fins générales de la compagnie. Et de plus pour la conversion des obligations de revenu existantes en obligations de revenu ou capital, subdivisé en deux classes: une classe ayant priorité sur l'autre classe et ayant droit à tout droit cumulatif ou autres droits qui pourront être ordonnés par le Bureau des Directeurs au temps de l'émission; pourvu toujours que le montant total payable pour l'intérêt sur telles obligations de revenu ou capital n'excédra par le montant d'intérêt auquel les obligations de revenu existantes ont droit, et par le dit acte il est proposé de réduire le nombre des directeurs et le quorum et de pourvoir à ce que les membres du bureau soient représentants des deux classes des obligations de revenu ou capital proposés et des actionnaires, et en conséquence de pourvoir à leur nomination.

FRANK GRUNDY,
Directeur et Gérant Général.

W. & A. H. Cook,

Solliciteurs des Requérants.

Daté ce 6e jour de septembre, 1898.

3487-5

the more stringent punishment of certain misdemeanors, provision in conversion of debts and issuing debentures, as to enforcing payment or l'ying of taxes, for imposing a business tax on a scale according to valued rentals, to amplify the provisions as to charges or water-rates, to increase certain taxes or charges for additional revenue, to define *de novo* the amount of indebtedness the city may incur and confer it further powers in that respect, and for several other matters of municipal government.

City Hall,
Sorel, 15th September, 1898.

3628

PUBLIC NOTICE

The town of Salaberry de Valleyfield will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain an act legalizing and authorizing in so far as need be by-law No. 136 of its by-laws, granting a commutation of taxes to the company called "The Montreal Cotton Company".

L. J. PAPINEAU,
Advocate and Attorney of the said town.
Salaberry de Valleyfield, 21st September, 1898.

3614

NOTICE.

The Quebec Central Railway Company will apply to the legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of an act to amend its charter by re-arranging the debenture capital of the company, and for that purpose creating and issuing debenture stock or bonds, or both, charged upon the company's undertaking, bearing interest at such rate, not exceeding 4 per cent per annum, and payable at such place and times as may be decided upon by the board at the time of issue; provided that the total amount of interest on such debenture stock or bonds, or both, shall not exceed the sum of £20,000 per annum or such other sum as may be determined by the legislature—so much of the said debenture stock or bonds, or both, the interest on which shall correspond to the aggregate amount of interest payable in respect of the existing Prior Lien Bonds to be reserved exclusively for the exchange and conversion *pro rata* of said Prior Lien Bonds, and the balance to be disposed of by the board of directors at such price, at such time, and on such conditions as the board may deem desirable for the general purposes of the company. And further, for the conversion of the existing income bonds into income bonds or stock sub-divided into two classes, the one class having such priority over the other class and being entitled to such cumulative or other rights as may at the time of issue be prescribed by the board of directors; provided always that the aggregate charge for interest upon such income bonds or stock shall not exceed the amount of interest to which the existing income bonds are entitled, and by the said act it is proposed to reduce the number of directors and the quorum, and to provide for the members of the board being representatives of the two classes of intended income bonds or stock and of the shareholders, and making provision for their nomination and appointment accordingly.

FRANK GRUNDY,
Director and general manager.

W. & A. H. Cook,

Solicitors for applicants.

Dated this 8th of September, 1898.

3488

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2188.

Dame Sarah Anne Marie Edith Burnett, des cité et district de Montréal, épouse de Frederick Francis Powell, de la dite cité de Montréal, couvreur, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Frederick Francis Powell, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la dite demanderesse contre le dit défendeur.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 5 octobre 1898. 3757

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No. 2219.

Zoé Petitclerc, de Québec, épouse de Narcisse Delisle, du même lieu, menuisier,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Narcisse Delisle, Défendeur.
Avis est par le présent donné qu'une action en séparation de biens a été ce jour prise contre le défendeur en cette cause.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 3 septembre 1898. 3689-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1330.

Dame Azilda Jubinville dite Berthiaume, épouse commune en biens de Louis Laverdure, commerçant, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal,
Demandeur ;

vs.

Le dit Louis Laverdure, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

GOUIN, LEMIEUX,
DECARIE & BRASSARD.

Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 27 septembre 1898. 3707-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1701.

Philomène Archambault, du village DeLorimier, dit district,
Demanderesse ;

vs.

Narcisse Courtemanche, couvreur, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17 juin 1898.

PERRAS & DAVID,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 28 septembre 1898. 3713-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2961.

Dame Marie-Louise Babeu, de la paroisse de Saint-Philippe, district de Montréal, épouse de Alexandre Bourassa, commerçant, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Alexandre Bourassa, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 30 août 1898. 3589-3

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2188.

Dame Sarah Anne Marie Edith Burnett, of the city and district of Montreal, wife of Frederick Francis Powell, of the said city of Montreal, general roofer, and duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Frederick Francis Powell, Defendant.
An action has, this day, been instituted by the said plaintiff against the said Defendant to obtain separation as to property.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th October, 1898. 3758

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 2219.

Zoé Petitclerc, of Queb. c, wife of Narcisse Delisle, of the same place, joiner,
Plaintiff ;

vs.

The said Narcisse Delisle, Defendant.
Notice is hereby given that an action for separation of property has been taken this day against the defendant in this cause.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 3rd September, 1898. 3690

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1330.

Dame Azilda Jubinville dite Berthiaume, wife common as to property of Louis Laverdure, trader, of the town of Saint-Louis, district of Montreal,
Plaintiff ;

vs.

The said Louis Laverdure, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day.

GOUIN, LEMIEUX,
DECARIE & BRASSARD.

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 27th September, 1898. 3708

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1701.

Philomène Archambault, of the village DeLorimier, said district,
Plaintiff ;

vs.

Narcisse Courtemanche, roofer, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 17th June, 1898.

PERRAS & DAVID,

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 28th September 1898. 3714

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2961.

Dame Marie Louise Babeu, of the parish of Saint-Philippe, district of Montreal, wife of Alexandre Bourassa, trader, of the same place,
Plaintiff ;

vs.

The said Alexandre Bourassa, Defendant.
An action for separation of property has been instituted.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 30th August, 1898. 3590

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Avis est par les présentes donné, que Dame Azilda Lanciau, de la paroisse de Sainte Marguerite de Blairfindie, dans le district d'Iberville, épouse d'Isidore Perron, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux devant la dite cour.

P. A. CHASSÉ,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 16 septembre 1898. 3587-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2981.

Dame Marie Louise Seney, de la ville d'Outremont, district de Montréal, épouse commune en biens de Rolland Desjardins, tailleur, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

GOVIN, LEMIEUX & DECARIE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 6 septembre 1898. 3469-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 325.

Dame Alice Dallas, de la cité et du district de Montréal, épouse de James Morrison, commis-voyageur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit James Morrison, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingtième jour du mois d'août 1898.

PREFONTAINE, ST-JEAN, ARCHER
& DECARY,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 10 septembre 1898. 3539-4

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 80.

Dame Marie Elise Malvila Parizeault, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Louis Gagnon, bourgeois, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Gagnon, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

FONTAINE & FONTAINE,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 27 août 1898. 3481-5

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Dame Florida Leriche, épouse commune en biens de Philippe Vadnais, fromager, de la paroisse de Saint-Pie, dit district, et dûment autorisée aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs.

Philippe Vadnais, de la paroisse de Saint-Pie, dit district, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la demanderesse a, le seize septembre courant, intenté une action en séparation de biens contre le défendeur.

BEUPARLANT & MARIN,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 21 septembre 1898. 3653-3

District de Terrebonne. }
No. 422. } *Cour Supérieure.*

Dame Mathilde Danis, de Sainte-Scholastique, dit district, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Marcel Charron, forgeron, du même lieu.

JOSEPH FORTIER,

Avocat de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 22 septembre 1898. 3725-2

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that, Dame Azilda Lanciau, of the parish of Ste. Marguerite de Blairfindie, in the district of Iberville, wife of Isidore Perron, farmer, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband before the said court.

P. A. CHASSÉ,

Attorney for plaintiff.

Saint Johns, 16th September, 1898. 3588

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2981.

Dame Marie Louise Seney, of the town of Outremont, district of Montreal, wife common as to property of Rolland Desjardins, tailor, of the same place, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

GOVIN, LEMIEUX & DECARIE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th September, 1898. 3470

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 325.

Dame Alice Dallas, of the city and district of Montreal, wife of James Morrison, commercial traveller, of the same place, duly authorized to sue,

Plaintiff ;

vs.

The said James Morrison, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this case, on the twentieth day of the month of August, 1898.

PREFONTAINE, ST-JEAN, ARCHER
& DECARY,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 10th September, 1898. 3540

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*
No. 80.

Dame Marie Elise Malvila Parizeault, of the city and district of Saint-Hyacinthe, wife common as to property of Louis Gagnon, gentleman, of the same place, and duly authorized to sue in the present case,

Plaintiff ;

vs.

The said Louis Gagnon, Defendant.
An action for separation as to property has been taken, this day, against the defendant.

FONTAINE & FONTAINE,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 27th August, 1898. 3482

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*

Dame Florida Leriche, wife in community as to property of Philippe Vadnais, cheese maker, of the parish of Saint Pie, said district, and duly authorized for the purposes of the presents, Plaintiff ;

vs.

Said Philippe Vadnais, Defendant.

Notice is hereby given that the plaintiff has, the sixteenth of September instant, taken an action in separation as to property against the defendant.

BEUPARLANT & MARIN,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinthe, 21st September, 1898. 3654

District of Terrebonne. }
No. 422. } *Superior Court.*

Dame Mathilde Danis, of Sainte Scholastique, said district, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Marcel Charron, blacksmith, of the same place.

JOSEPH FORTIER,

Attorney for plaintiff.

Sainte-Scholastique, 22nd September, 1898. 3726

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1262.

Dame Emma Saint Maurice, épouse commune en biens d'Alphonse Miller, menuisier, tous deux de la cité et du district de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Alphonse Miller, menuisier, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

ALPHONSE DEMARTIGNY,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 10 septembre 1898. 3537-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à son honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions des statuts révisés de la province de Québec, spécialement "la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Montreal Mining Stocks Company, en commandite."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acquérir, acheter, vendre, échanger des stocks, actions et débetures de compagnies minières ; aussi de tenir et mettre en opération un bureau d'échange dans le but d'y négocier en général les actions, débetures et autres garanties de compagnies incorporées se rattachant aux affaires de mines ;

(b) Agir comme fidéicommissaires pour les porteur d'iceux ;

(c) Prendre et tenir des garanties pour les avances faites sur iceux.

3° L'endroit, dans la province de Québec, choisi comme principale place d'affaires de la dite compagnie, sera la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social est de \$25,000.

5° Le nombre d'actions du dit fonds sera de 25,000, et le montant de chaque action sera d'une piastre (\$1.00).

6° Les noms au long, résidences et profession des dits requérants sont comme suit : Louis Olivier Armstrong, agent de colonisation ; William Henry, ingénieur de mine ; George Alexander Gray, agent d'annonces ; George Fisk, docteur en médecine, et William James Giles, dentiste, tous des cité et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada et sujets anglais.

MORGAN & ARMSTRONG,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 26 septembre 1898. 3665-2

AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné que, sous un mois à compter de la dernière publication des présentes dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et toutes personnes qui pourront subséquemment devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1262.

Dame Emma Saint Maurice, wife common as to property of Alphonse Miller, joiner, both of the city and district of Montreal, duly judicially authorized for the ends hereof to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

Alphonse Miller, joiner, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted, this day, by plaintiff against defendant.

ALPH. DEMARTIGNY,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 10th September, 1898. 3538

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Revised Statutes of the province of Québec, specially "The Joint Stock Companies' Incorporation Act", constituting the applicants and all others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein-after mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is "The Montreal Mining Stocks Company, Limited".

2. The objects for which incorporation is sought are for the purpose of :

(a) Acquiring, buying, selling, exchanging and dealing generally in mining stocks, shares and debentures of mining companies, and also holding and operating an exchange office for the purpose of dealing generally in shares, debentures and other securities of incorporated companies connected therewith ;

(b) Acting as trustee for the holders of same ;

(c) Pledging the same for advances thereon.

3. The place, within the province of Québec, selected as the chief place of business of the said company, is the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock is \$25,000.

5. The number of shares of said stock is to be 25,000, and the amount of each share \$1.00.

6. The names in full, the address and calling of each of the said applicants are as follows : Louis Olivier Armstrong, colonization agent ; William Henry, mining engineer ; George Alexander Gray, advertising agent ; George Fisk, doctor of medicine, and William James Giles, dentist, all of the city and district of Montreal, all of whom are to be the first or provisional directors of the said company, and all of whom are residents in Canada and British subjects.

MORGAN & ARMSTRONG,

Solicitors for applicants.

Montreal, 26th September, 1898. 3666.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' Act", and amendments, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1° Le nom de la compagnie sera : "Compagnie industrielle de Papineauville," "Papineauville Industrial Company."

2° Les objets pour lesquels la constitution de la compagnie est demandée, sont les suivants : exploitation et commerce des bois de charpente et de sciage, des bois préparés, des bardeaux, du bois de corde, manufacture et commerce des boîtes à fromage et des tinettes à beurre, commerce de toutes machines, articles et effets nécessaires à la fabrication du fromage et du beurre. Fabrication, exploitation et commerce de beurre et fromage ; fabrication, exploitation et commerce de la pulpe de bois.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à Papineauville, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de la somme de \$25,000.00.

5° Le nombre des actions sera de 250, et le montant de chaque action de \$100.00.

6° Les noms, professions et résidences des requérants sont comme suit : Théotime Bonhomme, manufacturier, Henri Bourassa, membre du parlement ; Henri Vincent, comptable ; A. Samuel Lauzon, marchand ; J. Séraphin Bock, contremaître, tous de Papineauville. Les dits Théotime Bonhomme, Henri Vincent et J. Séraphin Bock seront les premiers directeurs de la compagnie.

ALBERT MALOUIN,

Solliciteur des requérants.

Québec, 12 septembre 1898.

3559-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourrort devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The G. A. Holland & Son Company" (Limitée).

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De faire des affaires de commerce en général ;
(b) De manufacturer et vendre toute espèce de paniers et toute sorte d'articles d'amusements, et d'acquérir des droits de patentes, marques de commerce et machines nécessaires pour poursuivre les dites affaires ;

(c) D'acquérir et posséder les immeubles nécessaires pour les di es affaires.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de soixante mille piastres (\$60,000), divisé en six cents (600) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, professions et résidences des requérants sont comme suit : Charles Cushing Holland, marchand ; Robert Kortum Holland, marchand ; Alfred Théodore Holland, comptable, et Francis Stuart Foster, manufacturier, tous quatre de la cité de Montréal, et Hugh Watson, manufacturier, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs-provisoires de la dite compagnie.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 13 septembre 1898.

3543-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, Statuts révisés de la province de Québec, section 4694 et suivants, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir ac-

1. The proposed corporate name of the company is the "Papineauville Industrial Company."

2. The purposes for which the incorporation of the said company is asked are the following : to deal in timber and sawn lumber, prepared wood shingles, cardwood, making and dealing in cheese boxes, and butter tubs, dealing in all kinds of machines, articles and objects required for making cheese and butter. The fabrication, preparation and dealing in butter and cheese ; the fabrication, preparation and dealing in wood pulp.

3. The principal place of the company's business will be at Papineauville, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock will be the sum of \$25,000.00.

5. The number of shares will be 250, and the amount of each share, \$100.00.

6. The names, callings and residences of the petitioners are as follows : Théotime Bonhomme, manufacturer ; Henri Bourassa, member of Parliament ; Henri Vincent, accountant ; A. Samuel Lauzon, merchant ; J. Séraphin Bock, foreman, all of Papineauville. The said Théotime Bonhomme, Henri Vincent and J. Séraphin Bock will be the first directors of the company.

ALBERT MALOUIN,

Solicitor for petitioners.

Quebec, 12th September, 1898.

3560

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act and amendments," constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The G. A. Holland & Son Company," (Limited).

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) To carry on a general mercantile business ;
(b) To manufacture and sell baskets and all kinds of sporting goods, and to acquire patent rights, trade marks, and machinery necessary to carry on the said business ;

(c) To acquire and hold the necessary real estate for the purpose of their business.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of its capital will be sixty thousand dollars (\$60,000), divided into six hundred (600) shares of one hundred dollars each (\$100.00).

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Charles Cushing Holland, merchant ; Robert Kortum Holland, merchant ; Alfred Théodore Holland, accountant, and Francis Stuart Foster, manufacturer, all four of the city of Montreal, and Hugh Watson, manufacturer, of the town of Westmount, in the district of Montreal, all of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Solicitors for applicants.

Montreal, 13rd September, 1898.

3544

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act", revised statutes of the province of Quebec, section 4694 and following, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed com-

tionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés.

Le nom collectif proposé de la Compagnie sera "The Chronicle Printing Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'acheter et acquérir de la succession de feu John Jackman Foote, l'établissement d'imprimerie et les affaires appartenant à la dite succession et maintenant conduits par elle dans la cité de Québec et le droit de propriété, et l'actif en rapport avec icelui, les journaux "The Morning Chronicle et Quebec Gazette", les imprimés et les publier, ainsi que d'autres journaux, et aussi de faire les affaires d'un établissement d'imprimerie en général, publication, clichage, gravure, vignette, lithographie et reliure, et acheter et vendre tous objets concernant l'établissement d'imprimerie.

3° La principale place d'affaires de la dite Compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social est de trente mille piastres (\$30,000).

5° Le nombre d'actions est de 600, et le montant de chaque action est de \$50.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : John Breakey, marchand ; John Theodore Ross, marchand ; honorable John Sharples, marchand ; honorable Vildebou Wenceslas Larue, notaire public ; Charles A. Pentland, avocat, tous de la cité de Québec, et Horace Wallis, de la cité d'Ottawa, journaliste, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite Compagnie.

Daté à Québec, ce vingt-deuxième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt dix-huit.

CARON, PENTLAND & STUART,

3649-3

Procureurs des requérants.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par Lettres Patentes, en vertu des dispositions de "La Loi Corporative des Compagnies à fonds social", statuts révisés de la province de Québec, sections 4694 et suivantes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Canadian Plate Glass Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer, acheter importer et vendre des glaces, des verres à vitres, des miroirs, des glaces d'ornements de toutes sortes, de faire le commerce comme marchands en général de glaces, de verres à vitres, miroirs et glaces d'ornement de toutes sortes, de manufacturer, importer et vendre tous les articles concernant complètement ce genre d'affaires, de plus d'acquérir les droits de Joseph Pelletier et Harry Stowe Lightbourn, de la cité de Montréal, et Olivier George Beckit, de Sainte-Anne de Bellevue, tous du district de Montréal, pour faire leur commerce comme marchands de glaces tel que, maintenant fait et conduit par eux en société dans la cité de Montréal, sous les nom et raison de Canada Plate Glass Company.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de dix mille piastres (\$10,000).

5° Le nombre d'actions sera de deux cents, et le montant de chaque action sera de cinquante piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Joseph B. Pelle-

pany, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Chronicle Printing Company."

2. The object for which incorporation is sought is to purchase and acquire from the estate of the late John Jackman Foote, the printing establishment and business owned and now carried on by the said estate in the city of Quebec and the copyright, goodwill and assets connected therewith, the *Morning Chronicle* and *Quebec Gazette* newspapers, to print and publish the same, as well as other newspapers, and also to carry on the business of a general printing establishment, publishing, stereotyping, engraving, wood-cutting, lithographing and book-binding, and to deal in and sell all articles of merchandise connected therewith.

3. The general place of business of the said company is to be the city of Quebec, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is thirty thousand dollars (\$30,000)

5. The number of shares is to be 600, and the amount of each share is to be of the value of \$50 each.

6. The names in full and the addresses and calling of each of the applicants are as follows : John Breakey, merchant ; John Theodore Ross, merchant ; Honorable John Sharples, merchant ; Honorable Vildebou Wenceslas Larue, notary public ; Charles A. Pentland, advocate, all of the city of Quebec, and Horace Wallis, of the city of Ottawa, journalist, who are to be the first or provisional directors of the said company.

Dated at Quebec, this twenty-second day of September, one thousand eight hundred and ninety-eight.

CARON, PENTLAND & STUART,

3650

Attorneys for applicants.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act", revised statutes of the Province of Quebec, sections 4694 and following, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "The Canadian Plate Glass Company."

2. The object for which incorporation is sought is to manufacture, to purchase, to import and to sell plate glass, sheet glass, mirrors, and ornamental glass in all their forms, and to carry on the business of general dealers on plate glass, sheet glass, mirrors and ornamental glass in all their forms, and to manufacture, import and sell, all articles of merchandise necessarily connected with the full and complete carrying on of such business, and further to acquire and take over from Joseph Pelletier and Harry Stowe Lightbourn, of the city of Montreal, and Olivier George Beckit, of Saint-Anne de Bellevue, all in the district of Montreal, the business of dealers in plate glass, now owned and carried on by them in copartnership at the city of Montreal, under the name and style of the Canada Plate Glass Company.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is ten thousand dollars (\$10,000).

5. The number of shares is to be two hundred, and the amount of each share is to be of the value of fifty dollars each.

6. The names in full and the addresses and callings of each of the applicants are as follows : Joseph B.

tier, marchand de glaces ; Harry Stowe Lightbourn, agent d'assurance ; Philippe Barbeau, marchand de glaces ; Robert James Cheney, inspecteur ; tous de la cité de Montréal, et Olivier George Beckit, de la municipalité de Sainte-Anne de Bellevue, dans le district de Montréal, agent d'assurance. Les susdits dit Joseph B. Pelletier, Harry Stowe Lightbourn et Olivier George Beckit, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

Daté à Montréal, ce vingt-huitième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

SAUMAREZ CARMICHAEL,
Procureur des requérants.

3715-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, par Arthur Beau, Jules Alin, tous deux pourvoyeurs ; Edouard Arthur Barnard, comptable ; Thomas Gauthier, gentilhomme, et Edward Arthur Gerth, marchand, tous des cité et district de Montréal, pour obtenir des lettres-patentes les incorporant, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée en corps politique et incorporé, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et ses amendements, dans la province de Québec.

1° Le nom de la compagnie sera "The Beau Arcade Café Company."

2° L'objet de la compagnie est de tenir un ou plusieurs hôtels, restaurants et cafés.

3° Le principal bureau et la principale place d'affaires de la dite compagnie seront dans la susdite cité de Montréal.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres chacune.

5° Les premiers directeurs de la dite compagnie seront Arthur Beau, Edouard A. Barnard et Edward A. Gerth, tous sujets anglais, résidents à Montréal susdit.

SICOTTE & BARNARD,
Procureurs des requérants.

Montréal, 20 juillet 1898. 3733-2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par le révérend Francis Robert Smith, Thomas E. J. Kelly et William H. G. Garrioch, respectivement recteur et marguilliers de l'église Saint-Jacques, dans la cité de Hull, district d'Ottawa, révérend Matthew H. Scott, ministre de l'église Zion, dans la dite cité de Hull, John D. Hanson, manufacturier, John C. F. Taylor, commis ; John P. McKay, John Angus, Samuel F. Cox, ces trois derniers contre-maitres, et Charles James Brooke et George C. Wright, avocats, tous les dits requérants résidant en la dite cité de Hull, pour obtenir des lettres-patentes, en vertu des dispositions de la section XVI du chapitre troisième du titre XI des statuts refondus de la province de Québec.

(1.) Pour ratifier un acte de cession en date du 29 juillet 1898, fait par le recteur et les marguilliers de la dite église Saint-Jacques aux requérants, du lot No. 322, dans le quartier un de la dite cité de Hull, pour être possédé et en être fait usage comme site de cimetière.

(2.) Pour constituer les dits requérants et telles autres personnes qui pourront s'associer à eux en une corporation sous le nom de "compagnie du cimetière de Hull," avec les pouvoirs conférés par le dit statut.

GEO. C. WRIGHT,
Procureur des requérants.

Hull, 13 août 1898. 3285-8

Pelletier, plate glass dealer ; Harry Stowe Lightbourn, insurance agent ; Philippe Barbeau, plate glass dealer ; Robert James Cheney, inspector ; all of the city of Montreal, and Oliver George Beckit, of the municipality of Sainte Anne de Bellevue, in the district of Montreal, insurance agent, of whom the said Joseph B. Pelletier, and Harry Stowe Lightbourn and Oliver George Beckit, described as aforesaid, are to be the first or provisional directors of the said company.

Dated at Montreal, this twenty-eighth day of September, one thousand eight hundred and ninety-eight.

SAUMAREZ CARMICHAEL,
Attorney for applicants.

3716

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the lieutenant-governor of the province of Quebec in council, by Arthur Beau, Jules Alin, both caterers ; Edward Arthur Barnard, accountant ; Thomas Gauthier, gentleman, and Edward Arthur Gerth, merchant, all of the city and district of Montreal, to obtain letters-patent incorporating them, with all such other persons as may become shareholders in the company to be thereby created a body politic and corporate, under the provisions of the Act respecting Joint Stock Companies and amendments thereto, in the province of Quebec.

1. The company shall be called "The Beau Arcade Café Company."

2. The object of the company is to run one or more hotels, restaurants and cafés.

3. The chief office and place of business of said company shall be in the city of Montreal aforesaid.

4. The capital stock of said company shall be twenty-five thousand dollars divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5. The first directors of the company shall be Arthur Beau, Edward A. Barnard and Edward A. Gerth, all british subjects, residing in Montreal aforesaid.

SICOTTE & BARNARD,
Attorneys for applicants.

Montreal, 20th July, 1898. 3734

Public notice is hereby given that application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, by the reverend Francis Robert Smith, Thomas E. J. Kelly and William H. G. Garrioch, respectively rector and wardens of Saint James church, in the city of Hull, district of Ottawa, reverend Matthew H. Scott, minister of Zion church, in said city of Hull, John D. Hanson, manufacturer, John C. F. Taylor, clerk, John P. McKay, John Angus, Samuel F. Cox, the last three foremen, and Charles James Brooke and George C. Wright, advocates, all said applicants being of the city of Hull aforesaid, for letters patent under the provisions of section XVI of chapter three of title XI of the revised statutes of the province of Quebec.

(1.) To confirm a deed of grant dated 29th July, 1898, by the rector and wardens of said Saint James church to the applicants, of lot No. 322, in ward one of said city of Hull, to be held and used as a cemetery.

(2.) To constitute said applicants and such persons as they may associate with themselves a corporation under the name "Hull Cemetery Company", with the powers provided by said statute.

GEO. C. WRIGHT,
Attorney for applicants.

Hull, 13th August, 1898. 3286

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
In re W. Bousquet & Cie, de Saint-Hyacinthe,
 Faillie.

Je, soussigné, donne avis que j'ai été nommé curateur à la faillie ci-dessus.

Les réclamations devront être filées entre mes mains sous 30 jours.

F. X. A. BOISSEAU,
 Curateur.

Saint-Hyacinthe, 3 octobre 1898. 3745

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Ambroise Goulet, propriétaire de
 bateaux, Lachine, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 29 octobre prochain, après laquelle date ce dividende sera payable à notre bureau.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Curateurs-conjoints

41, Bâtisse des tramways, Montréal.
 Montréal, 5 octobre 1898. 3759

Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure*
 No 131.

Dans l'affaire de Charles Brosseau, commerçant, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville,
 Débiteur-Insolvable ;
 et

Laurent Moreau, commerçant, de la dite ville de Saint-Jean, Créancier requérant cession.

Le débiteur a, ce jour, fait au bureau du protonotaire de cette cour, une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

P. A. CHASSÉ,
 Avocat du créancier requérant.

Saint-Jean, 29 septembre 1898. 3761

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
P. D. Dods & Co., Requérant cession ;
 vs.

Dame F. Dumas, Débitrice.
 Avis est par le présent donné que, Emilie Tharsille Rousseau, veuve de Frs. Dumas, de Québec, marchande, le 5e jour d'octobre 1898, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

GEO. LEFAIVRE,
 Gardien provisoire.

3779

Règle de Cour

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour de Circuit.*
 District de Saint-Hyacinthe. }
 No 358.

Olivier Jacques *et al.*, Demandeurs ;

vs.

Mathias Mongeon, des cité et district de Saint-Hyacinthe, Défendeur ;

et

Divers, Opposants.
 Saint-Hyacinthe, le vingt-trois septembre mil huit cent quatre-vingt-dix huit.

Présent : l'honorable LOUIS TELLIER, J. C. S.

Vu la requête des demandeurs en cette cause et l'insolvabilité alléguée du dit défendeur, il est ordonné que les créanciers du dit défendeur soient appelés par un avis à être publié deux fois en lan-

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*
In re W. Bousquet & Cie, of Saint Hyacinth,
 Insolvent.

I, the undersigned, give notice that I have been appointed curator to the said estate.

Claims must be filed within my hands within thirty days.

F. X. A. BOISSEAU,
 Curator.

Saint Hyacinth, 3rd October, 1898. 3746

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Ambroise Goulet, steamboat owner,
 Lachine, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 29th of October next, after which date dividend will be payable at our office.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Joint curators.

41, Street Railway Building, Montreal.
 Montreal, 5th October, 1898. 3760

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*
 No. 131.

In the matter of Charles Brosseau, trader, of the town of Saint Johns, district of Iberville,
 Insolvent debtor ;
 and

Laurent Moreau, trader, of the said town of Saint Johns, Creditor petitioner.

The debtor has, this day, made an assignment of his property according to law, for the benefit of his creditors.

P. A. CHASSÉ,
 Attorney for the creditor.

Saint Johns, 29th September, 1898. 3762

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
P. D. Dods & Co., Petitioners for assignment ;
 vs.

Dame F. Dumas, Debtor.
 Notice is hereby given that, Emilie Tharsille Rousseau, widow of Frs. Dumas, of Quebec, public trader, has, on the 5th day of October, 1898, made a judicial abandonment of her assets for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the superior court of the district of Quebec.

GEO. LEFAIVRE,
 Provisional guardian.

3780

Rule of Court

Canada, }
 Province of Quebec, } *Circuit Court.*
 District of Saint Hyacinth. }
 No. 358.

Olivier Jacques *et al.*, Plaintiffs ;

vs.

Mathias Mongeon, of the city and district of Saint Hyacinth, Defendant ;

and

Divers parties, Opposants.
 Saint Hyacinth, the twenty-third of September, eighteen hundred and ninety-eight.

Present : the Honorable LOUIS TELLIER, J. S. C.

Seeing the motion of plaintiffs herein and the alleged insolvency of the said defendant, it is ordered that the creditors of the said defendant be called in by two publications in the french and english lan-

gue française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, et que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la dite *Gazette Officielle de Québec*.

ROY & BEAUREGARD,

3749

G. C. C.

Licitation

Province de Québec, }
District de Gaspé, } *Cour Supérieure.*
Comté de Bonaventure. }
No 726.

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement rendu en chambre, au palais de justice, à New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, par l'honorable Louis Adolphe de Billy, un des juges de la cour supérieure pour la province de Québec, le sixième jour du mois de septembre courant (1898), dans une cause dans laquelle Dame Rosalie Winter, épouse commune en biens de Chrysologue Hudon Beaulieu, de New-Carlisle susdit, marchand, et le dit Chrysologue Hudon Beaulieu, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, sont Demandeurs; et Tanerède Winter, ci-devant de New-Carlisle susdit, et maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique; le révérend Alphonse Winter, autrefois curé de la paroisse de l'Isle Verte, dans le comté de Témiscouata, et maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique, et Sarah Lafurgey, veuve de feu Thomas Winter, en son vivant de New-Carlisle susdit, et elle-même résidant à New-Carlisle susdit, en sa qualité de de tutrice à son enfant mineur Théophile Winter, issu de son mariage avec le dit feu Thomas Winter, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Le parc de ville (town park), numéro dix (10), situé dans le premier rang des parcs de ville de New-Carlisle susdit, contenant sept acres et un quart en superficie, sur un front d'un acre; borné en front par William James Assels, d'un côté vers l'ouest par une rue, de l'autre côté vers l'est par les représentants légaux de feu Thomas Smith, et en arrière par le deuxième rang des dits parcs de ville—sans bâtisses.

2° Le parc de ville (town park), numéro cent six (106), situé dans le deuxième rang des parcs de ville de New-Carlisle susdit, contenant huit acres en superficie, sur un front d'un acre; borné en front par une rue, d'un côté vers l'ouest par une autre rue, de l'autre côté vers l'est par William Caldwell, et en arrière par Andrew R. Caldwell—sans bâtisses.

3° Le parc de ville (town park), numéro cinquante (50), situé dans le deuxième rang des parcs de ville de New-Carlisle susdit, contenant huit acres en superficie, sur un front d'un acre; borné d'un côté vers l'ouest, par Charles Assels, de l'autre côté vers l'est par une rue, en front par William James Assels, et en arrière par une rue ou les héritiers Winter—sans bâtisses.

4° Le parc de ville (town park) numéro cinquante-un (51), situé dans le troisième rang des parcs de ville de New-Carlisle susdit, contenant huit acres en superficie; borné en front par les héritiers Winter, d'un côté vers l'ouest par Thos. J. Caldwell, de l'autre côté vers l'est par Andrew R. Caldwell, et en arrière par une rue—sans bâtisses.

5° Le lot de campagne en arrière de New-Carlisle susdit, étant une partie du lot numéro dix-neuf (19), dans le premier rang, connu comme "Pye Lot"; borné d'un côté vers l'est par Bobilas Landry, de

guages, in the *Quebec Official Gazette*, and that the said creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in said *Quebec Official Gazette*.

ROY & BEAUREGARD,

3750

C. C. C.

Licitation

Province of Quebec, }
District of Gaspé, } *Superior Court.*
County of Bonaventure. }
No. 726.

LICITATION.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment rendered in chambers, in the court house, at New-Carlisle, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, by the honorable Louis Adolphe de Billy, one of the justices of the superior court for the province of Quebec, on the sixth day of September instant, (1898), in a cause under the number 726, in which Dame Rosalie Winter, wife common as to property of Chrysologue Hudon Beaulieu, of New-Carlisle aforesaid, merchant, and the said Chrysologue Hudon Beaulieu, as well personally as to authorize his said wife, are Plaintiffs; and Tanerède Winter, heretofore of New-Carlisle aforesaid, and now absent in the United States of America; the Reverend Alphonse Winter, heretofore curé of the parish of l'Isle Verte, in the county of Témiscouata, and now absent in the United States of America, and Sarah Lafurgey, widow of the late Thomas Winter, in his lifetime of New-Carlisle aforesaid, and she herself residing at New-Carlisle aforesaid, in her quality of tutrix to her minor child Théophile Winter, issue of her marriage with the said late Thomas Winter, are Defendants, ordering the sale by way of licitation of certain immovables described as follows, to wit :

1. Town park number ten (10), situate in the first range of town parks, in New-Carlisle aforesaid, containing seven acres and a quarter in superficies, on a front of one acre; bounded in front by William James Assels, on one side towards the west by a street, on the other side towards the east by the legal representatives of the late Thomas Smith, and in rear by the second range of town parks—without buildings.

2. Town park number one hundred and six (106), situate in the second range of town parks, of New-Carlisle aforesaid, containing eight acres in superficies, on a front of one acre; bounded in front by a street, on one side towards the west by another street, on the other side towards the east by William Caldwell, and in rear by Andrew R. Caldwell—without buildings.

3. Town park number fifty (50), situate in the second range of town parks, of New-Carlisle aforesaid, containing eight acres in superficies, on a front of one acre; bounded on one side towards the west by Charles Assels, on the other side towards the east by a street, in front by William James Assels, and in rear by a street or the heirs Winter—without buildings.

4. Town park number fifty-one (51), situate in the third range of town parks, of New-Carlisle aforesaid, containing eight acres in superficies; bounded in front by the heirs Winter, on one side towards the west by Thos. J. Caldwell, on the other side towards the east by Andrew R. Caldwell, and in rear by a street—without buildings.

5. Country lot in rear of New-Carlisle aforesaid, above the base line thereof, being part of lot number nineteen (19), in the first range commonly known as "Pye Lot"; bounded on one side towards

l'autre côté vers l'ouest par Edward Hall, en front par une rue, et en arrière vers le nord par James Morrisson—sans bâtisses.

6° Les lots numéros quatre-vingt-deux et quatre-vingt-trois (82 et 83), situés en arrière de New-Carlisle susdit, (Rang du Lac), contenant chaque lot cinquante acres en superficie, plus ou moins ; bornés en front par les parcs de New-Carlisle, d'un côté vers l'est par les héritiers de James Craig, de l'autre côté vers l'ouest par des terrains réclamés par J. R. Hamilton, et en arrière par les eaux du "White Lake"—sans bâtisses.

7° Une partie du lot numéro vingt-trois (23), située en la paroisse de Saint-Bonaventure, dans le canton Cox, contenant vingt-cinq acres en superficie sur un front d'un acre en demi ; bornée en front par la Baie des Chaleurs, d'un côté vers l'ouest par Benjamin Smith, vers l'est par L. J. Riopel, écuyer, et en arrière par le deuxième rang—avec une maison et grange dessus construites.

8° L'acre le plus à l'ouest du lot numéro trente-neuf (39), situé au deuxième rang de la municipalité de Saint-Bonaventure, dans le canton Cox, contenant seize acres en superficie sur un acre de front ; borné en front par Carl O'Keefe, d'un côté vers l'ouest par Richard Gallon, à l'est par Ruth Woods et autres, et en arrière par le troisième rang ou terres appartenant à la succession Flowers—sans bâtisses.

9° Le lot de ville numéro cent soixante-onze (171), situé dans le sixième rang des lots de ville de New-Carlisle susdit, contenant un acre en superficie, plus ou moins ; borné en front par les héritiers de Daniel Carcand, d'un côté vers l'est par une rue, à l'ouest par le lot numéro cent soixante-douze, appartenant aux héritiers Winter, et en arrière par une rue—sans bâtisses.

10° Le Homestead étant le lot de ville numéro cent trente (130), dans le cinquième rang des lots de ville de New-Carlisle susdit, et le lot de ville numéro cent soixante et douze (172), dans le sixième rang des dits lots de ville de New-Carlisle susdit, contenant un acre chaque en superficie ; les dits lots bornés comme suit : à l'ouest par une rue allant du sud au nord, appelée "Kempfer's street," vers l'est par le lot de ville numéro cent vingt-neuf (129), appartenant aux héritiers de Daniel Carcand, et par le lot de ville numéro cent soixante et onze, appartenant aux héritiers Winter—avec la maison, magasin, granges et autres bâtisses y érigés.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain (1898), à ONZE heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à New-Carlisle susdit, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

G. F. MAGUIRE,
P. C. S.

J. B. BELANGER,
Procureur des demandeurs.
Bureau du protonotaire.
New-Carlisle, 10 septembre 1898. 3555-2
[Première publication, 17 septembre 1898.]

the east by Bobilas Landry, on the other side towards the west by Edward Hall, in front by a road, and in rear towards the north by James Morrisson—without buildings.

6. Lots numbers eighty-two and eighty-three (82 and 83), situate in rear of New Carlisle aforesaid, (Lake Range), containing each lot fifty acres in superficies, more or less ; bounded in front by the New Carlisle town parks, on one side towards the east by the heirs James Craig, on the other side towards the west by lands claimed by J. R. Hamilton, and in rear by the waters of the White Lake—without buildings.

7. Part of lot number twenty-three (23), situate in the parish of Saint Bonaventure, in the township of Cox, containing twenty-five acres in superficies, on a front of one and one half acres ; bounded in front by the Baie des Chaleurs, on one side towards the west by captain Benjamin Smith, towards the east by L. J. Riopel, esquire, and in rear by the second range—with a house and barn thereon erected.

8. The western most acre of lot number thirty-nine (39), situate in the second range of the municipality of Saint Bonaventure, in the township of Cox, containing sixteen acres in superficies on a front of one acre ; bounded in front by Carl O'Keefe, on one side towards the west by Richard Gallon, towards the east by Ruth Woods and others, and in rear by the third range or land belonging to the Flowers estate—without buildings.

9. Town lot number one hundred and seventy-one (171), situate in the sixth range of town lots of New Carlisle aforesaid, containing one acre in superficies, more or less ; bounded in front by the heirs Daniel Carcand, on one side towards the east by a street, towards the west by lot number one hundred and seventy-two, owned by the heirs Winter, and in rear by a street—without buildings.

10. The Homestead comprised of town lot number one hundred and thirty (130), in the fifth range of town lots of New Carlisle aforesaid, and town lot number one hundred and seventy-two (172), in the sixth range of the said town lots of New Carlisle aforesaid, containing one superficial acre each ; both lots being bounded as follows : towards the west by a street running north and south, called "Kempfer's street," towards the east by town lot number one hundred and twenty-nine (129), belonging to the heirs Daniel Carcand, and town lot number one hundred and seventy-one, belonging to the heirs Winter—together with the house, shop, barns and other buildings thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER next, (1898), at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, at New Carlisle aforesaid, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

G. F. MAGUIRE,
P. S. C.

J. B. BELANGER,
Attorney for the Plaintiffs.
Prothonotary's office.
New Carlisle, 10th September, 1898. 3556
[First published, 17th September, 1898.]

Ratification

AVIS PUBLIC.

In re Cascapédia Pulp & Lumber Co.,

En liquidation.

Avis est par le présent donné que, conformément aux articles 5727 B et 5727 C, du statut 60 Vict., chap. 49, l'acte de vente des immeubles vendus à l'enchère le 17 août 1898, a été déposé à mon bureau pour ratification, suivant la loi, ainsi que le certificat du registraire. Par le certificat d'enregistrement il appert :

1° Que les possesseurs, pendant les trois dernières années, de l'immeuble connu sous le nom de ferme Eskiminac, et consistant dans les lots de terre Nos. un, deux, trois, quatre et cinq, du township Angers, dans le comté de Bonaventure, ont été Jean Chrysostôme Langelier, Alphonse Charlebois, J. Misael Fortier et Théodore Nadeau, ces trois derniers faisant affaires sous le nom de Maria Pulp & Lumber Co., et la Cascapédia Pulp & Lumber Co.

2° Que les possesseurs, pendant les trois dernières années, de l'immeuble connu sous le nom de Green Point, dans la paroisse de Sainte-Brigitte de Maria, comté de Bonaventure, et formé de partie des numéros suivants du cadastre de la susdite paroisse, savoir : Nos. 49, 50, 51 E ; 49, 50, 51 F ; 52, 53 A ; 52, 53 B ; 52, 53 D ; 54 A ; 55 B ; 56 A ; 56 B ; 58 A ont été les personnes suivantes : Honoré Guité, Jean Louis Cyr, Georges Poirier, André Audet, Xavier Cyr, James Audet, Joseph Audet, Will. Cyr, Sylvestre Cyr, Salomon Cyr *et al.*, Ignace Cyr, Maria Pulp & Lumber Co., Cascapédia Pulp & Lumber Co.

ALFRED LEMIEUX,

Liquidateur.

Bureau : People's Chambers,
No. 125, rue Saint-Pierre.
Québec, 4 octobre 1898.

3753

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **GABRIEL MARTEL**,
No. 64. } Demandeur ; contre
ABRAHAM VALLIERE, Défendeur.

La moitié nord-est du lot de terre numéro vingt-cinq, du sixième rang du canton de Warwick, portant le numéro sept cent quarante-quatre (744), du cadastre officiel pour le dit canton de Warwick—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Elizabeth de Warwick, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Sherif, Député Sherif.
Arthabaskaville, 5 octobre 1898. 3771
[Première publication, 8 octobre 1898.]

Ventes par le Sherif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Ratification

PUBLIC NOTICE

In re Cascapédia Pulp & Lumber Co.,

In liquidation.

Notice is hereby given that, pursuant to articles 5727 B and 5727 C, of the statute 60 Vict., chap. 49, the deed of sale of the immovables sold by auction on the 17th of August, 1898, has been filed in my office for ratification, according to law, as also the registrar's certificate. By the registry certificate it appears :

1. That the persons who possessed, during the last three years, the immovable known by the name of the Eskiminac Farm, and consisting of the lots of land Nos. one, two, three, four and five, of the township Angers, in the county of Bonaventure, were Jean Chrysostôme Langelier, Alphonse Charlebois, J. Misael Fortier and Théodore Nadeau, the three latter carrying on business under the name of Maria Pulp & Lumber Co., and the Cascapédia Pulp & Lumber Co.

2. That the persons who possessed, during the last three years, the immovable known by the name of Green Point, in the parish of Sainte-Brigitte de Maria, county of Bonaventure, and made up of part of the following cadastral numbers of the said parish, to wit : Nos. 49, 50, 51 E ; 49, 50, 51 F ; 52, 53 A ; 52, 53 B ; 52, 53 D ; 54 A ; 55 B ; 56 A ; 56 B ; 58 A were the following : Honoré Guité, Jean Louis Cyr, Georges Poirier, André Audet, Xavier Cyr, James Audet, Joseph Audet, Will. Cyr, Sylvestre Cyr, Salomon Cyr *et al.*, Ignace Cyr, Maria Pulp & Lumber Co., Cascapédia Pulp & Lumber Co.

ALF. LEMIEUX,

Liquidator.

Office : People's Chambers,
No. 125, Saint Peter street.
Quebec, 4th October, 1898.

3754

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **GABRIEL MARTEL**,
No. 64. } Plaintiff ; against
ABRAHAM VALLIERE, Defendant.

The north-east half of the lot of land number twenty-five, in the sixth range of the township of Warwick, bearing number seven hundred and forty-four (744), of the official cadastre for the said township of Warwick—with the buildings thereon erected

To be sold at the parochial church door of Sainte Elisabeth of Warwick, on the NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 5th October, 1898. 3772
[First published, 8th October, 1898.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ISRAEL LAFLEUR, De-
District de Montréal. } mandeur ; vs. DAME
No 1901. } CAROLINE LEFORT
ET AL.

Appartenant à Caroline Lafleur :

1^o Un lot de terre ou emplacement situé dans le village de Saint-Timothée, connu et désigné comme lot numéro vingt-deux (22), de la subdivision du numéro cent quarante-quatre (144), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Timothée.

2^o Un autre emplacement situé au même lieu, connu et désigné comme lot numéro vingt-trois (23), de la subdivision du numéro cent quarante-quatre (144), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Timothée—avec les bâtisses érigées sur les dits lots.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Timothée, MERCREDI, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 4 octobre 1898. 3747
[Première publication, 8 octobre 1898.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } GASPARD DE SERRES,
District de Bedford. } comptable, des cité et
No. 6319. } district de Montréal, de-
mandeur ; contre les meubles et immeubles de
PIERRE GERVAIS, du village de Cowansville,
dans le district de Bedford, Défendeur.

Ce morceau de terre de forme irrégulière, formant partie du lot vingt-quatre, dans le quatrième rang, subdivision primitive, du canton de Dunham, dans le district de Bedford, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Cowansville, dans le dit district, comme lot numéro cent quarante-neuf (149), contenant seize mille trois cent quatre-vingt (16380) pieds en superficie—avec les bâtisses sus-érigées et appartenances y appartenant ; borné comme suit : vers le nord par le numéro cent quarante-huit (148), vers le sud par la rue du Dépôt, vers l'Est par la rue South, et vers l'ouest par le numéro cent cinquante (150).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose de Lima de Sweetsburg, dans le village de Sweetsburg et district de Bedford, le DOUZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à NEUF de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 30 septembre 1898. 3751
[Première publication, 8 octobre 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Comté de Shefford.

Province de Québec, } ANTOINE LESPE-
District de Bedford } RANCE, gentilhomme,
du village de Roxton Falls, dans le comté de Shefford et district de Bedford, Demandeur ; contre les terres et tenements de NAPOLEON DUPAUL, du canton d'Ely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, Défendeur.

Partie du lot numéro dix-huit, dans le quatrième rang, arpentage primitif du canton d'Ely, dans le district de Bedford ; bornée au nord par 388, au sud par 384, à l'est par 255 et à l'ouest par 387, étant maintenant connu et désigné comme lot numéro

Superior Court.

Province of Quebec, } ISRAEL LAFLEUR, Plain-
District of Montreal. } tiff ; vs. DAME CARO-
No. 1901. } LINE LEFORT ET AL.

Belonging to Caroline Lafleur :

1. A land situate in the village of Saint Timothée, known and designated as lot number twenty-two (22), of the subdivision of number one hundred and forty four (144), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Timothée.

2. Another lot situate at the same place, known and designated as lot number twenty-three (23), of the subdivision of number one hundred and forty-four (144), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Timothée aforesaid—with the buildings erected on the said lots.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Timothée, on WEDNESDAY, the NINTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 4th October, 1898. 3748
[First published, 8th October, 1898.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec, } GASPARD DE SERRES,
District of Bedford. } of the city and district
No. 6319. } of Montreal, accountant,
Plaintiff ; against the goods and lands of PIERRE GERVAIS, of the village of Cowansville, in the district of Bedford, Defendant.

That certain piece of land of irregular figure, forming part of lot twenty-four, in the fourth range, of the primitive subdivision of the township of Dunham, in the district of Bedford, and now known and designated on the official plan and in the book of reference of the village of Cowansville, in said district, as lot number one hundred and forty-nine (149), containing sixteen thousand three hundred and eighty (16380) feet in superficies—with buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging, and bounded as follows : towards the north by number one hundred and forty-eight (148), towards the south by Depot street, towards the east by South street, and towards the west by number one hundred and fifty (150).

To be sold at the parish church door of Sainte Rose de Lima de Sweetsburg, in the village of Sweetsburg and district of Bedford, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS S. COTTON

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 30th September, 1898. 3752
[First published, 8th October, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Shefford.

Province of Quebec, } ANTOINE LESPE-
District of Bedford. } RANCE, gentleman, of
the village of Roxton Falls, in the county of Shefford and district of Bedford, Plaintiff ; against the lands and tenements of NAPOLEON DUPAUL, of the township of Ely, in the county of Shefford and district of Bedford, Defendant.

Part of lot number eighteen, in the fourth range of the primitive survey of the township of Ely, in the district of Bedford ; bounded on the north by 388, on the south by 384, on the east by 255 and on the west by 387, being actually known and distin-

trois cent quatre-vingt-six (386), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton d'Ely, contenant 123 acres en superficie, plus ou moins—avec les améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, à Valcourt, ainsi appelé dans le comté de Shefford et district de Bedford, le VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 12 septembre 1898. 3561-2
[Première publication, 17 septembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir :) **H**YPPOLITE TREMBLAY, de Chicoutimi, cultivateur, Demandeur ; contre **EUGENE TALBOT**, du même lieu, Défendeur.

1° Un emplacement situé dans le sixième rang du canton de Laterrière, et formant partie du lot numéro huit, du dit rang six, de la subdivision primitive du dit canton de Laterrière, contenant cinq acres, plus ou moins, en superficie—avec maison et autres bâties dessus érigées, maintenant connu et désigné par le numéro huit C, du dit sixième rang du canton de Laterrière, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ce canton.

2° Le numéro dix-huit C, du sixième rang sud-ouest, dans le canton de Chicoutimi, contenant cinquante-quatre acres en superficie, plus ou moins, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Chicoutimi—circonstances et dépendances.

3° Une terre située sur les quatrième et cinquième rangs sud-ouest du canton de Chicoutimi, dans la paroisse de Notre-Dame de Laterrière, formée du numéro dix-huit E, du dit quatrième rang, du numéro dix-huit C, du dit cinquième rang, et du numéro dix-neuf A, du dit quatrième rang, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du premier rang du canton de Bagot, et partie des 1er, 2e, 3e, 4e, 5e et 13e rangs sud-ouest du canton de Chicoutimi, et contenant ensemble cent soixante et un acres en superficie, plus ou moins—avec bâties et dépendances.

Pour être vendus, les premier et troisième immeubles saisis, à la porte de l'église de la dite paroisse de Notre-Dame de Laterrière, le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi ; et le deuxième immeuble saisi, au bureau du soussigné, au palais de justice, à Chicoutimi le DIXIÈME jour du dit mois de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 1er octobre 1898. 3769
[Première publication, 8 octobre 1898.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

guished as lot number three hundred and eighty-six (386), of the official plan and book of reference of the said township of Ely, containing 123 acres in superficies, more or less—with improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Saint Joseph d'Ely, at Valcourt, so called in the county of Shefford and district of Bedford, on the TWENTY-SECOND day of OCTOBER next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 12th September, 1898. 3562
[First published, 17th September, 1898.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit:) **H**YPPOLITE TREMBLAY, of Chicoutimi, farmer, Plaintiff ; against **EUGENE TALBOT**, of the same place, Defendant.

1. A lot situate in the sixth range of the township of Laterrière, and forming part of lot number eight, of the said range six, of the primitive subdivision of the said township of Laterrière, containing five acres, more or less, in area—with house and other buildings thereon erected, now known and designated as number eight C, of the said sixth range of the township of Laterrière, according to the official plan and book of reference of the township.

2. Number eighteen C, of the sixth range south west, in the township of Chicoutimi, containing fifty-four acres in area, more or less, according to the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Chicoutimi—circumstances and dependencies.

3. A land situate in the fourth and fifth ranges south west of the township of Chicoutimi, in the parish of Notre-Dame de Laterrière, made up of number eighteen E, of the said fourth range, of number eighteen C, of the said fifth range, and of number nineteen A, of the said fourth range, according to the official plan and book of reference of the cadastre of part of the first range of the township of Bagot, and of part of the 1st, 2nd, 3rd, 4th, 5th and 13th ranges south west of the township of Chicoutimi, and containing together one hundred and sixty-one acres in area, more or less—with buildings and dependencies.

To be sold, the first and third lots seized, at the church door of the said parish of Notre Dame de Laterrière, on the NINTH day of the month of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon ; and the lot secondly seized, at the office of the undersigned, in the court house, at Chicoutimi, on the TENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 1st October, 1898. 3770
[First published, 8th October, 1898.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **G** **GEORGES LAPORTE**, De-
No. 2925. } mandeur; contre **JOSEPH**
GOULET, Défendeur; les héritiers du défendeur
mis en cause.

1° Une terre située dans le cinquième rang du canton Kildare, étant le lot numéro cent quarante-sept (147), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare—bâtie de maison et dépendances.

2° Une autre terre située dans le sixième rang du dit canton, étant le lot numéro deux cent soixante et treize (273), des dits plan et livre de renvoi officiels.

La terre en premier lieu désignée, savoir : le dit lot numéro cent quarante-sept doit être vendu à charge d'une rente constituée de trois piastres et cinquante-sept centins par année, échéant le ou vers le premier février chaque année et dû à Joseph H. Renaud, marchand de fer, de Joliette, par bon titre portant hypothèque sur cette dite terre.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 4 octobre 1898. 3785
[Première publication, 8 octobre 1898].

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court of Joliette.*

Joliette, to wit : } **G** **GEORGES LAPORTE**, Plain-
No. 2925. } tiff; against **JOSEPH**
GOULET, Defendant, the heirs of the defendant
mis en cause.

1. A land situate in the fifth range of the township Kildare, being lot number one hundred and forty-seven (147), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Ambroise de Kildare—with a house and dependencies.

2. Another land situate in the sixth range of the said township, being lot number two hundred and seventy-three (273), of the said official plan and book of reference.

The land firstly described, to wit : the said lot number one hundred and forty-seven will be sold subject to the charge of a constituted rent of three dollars and fifty-seven cents a year, due on or about the first of February of each year and payable to Joseph H. Renaud, hardware merchant, of Joliette, by good title bearing hypothec on the said land.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ambroise de Kildare, on the NINTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD.

Sheriff's Office, Shériff.
Joliette, 4th October, 1898. 3786
[First published, 8th October, 1898.]

Ventes par le Shérif—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L** **AURENT GOYER**, mar-
No. 2753. } chand, de la ville Saint-
Laurent, Demandeur; contre les terres et tènements de **PLACIDE LAFRAMBOISE**, de la ville Saint-Laurent, district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans la ville de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre cent cinquante-deux (452), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; borné en front par la rue Saint-François-Xavier, en arrière par Cyrille Major ou représentant, d'un côté par Adélard Laframboise, et de l'autre côté par Noël Damien Lecavalier ou représentants; le dit emplacement mesurant soixante et six pieds (66) de front sur cinquante-trois (53) pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 5 octobre 1898. 3765
[Première publication, 8 octobre 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **A** **DELARD LACOSTE**,
No. 3856. } comptable, de Montréal,
Demandeur; contre les terres et tènements de **DAME LOUISE AUCLAIR**, veuve de feu François alias Francis Domé, et maintenant épouse d'André Ender, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et Marie Louise R. de Lima Domé, épouse de Joseph Lamoureux, et ce dernier pour autoriser son épouse, Jean Bte Domé, Joseph H. Domé, Joseph G. Domé, tous autrefois

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **L** **AURENT GOYER**, mer-
No. 2753. } chant, of the town of
Saint Laurent, Plaintiff; against the lands and tenements of **PLACIDE LAFRAMBOISE**, of the town of Saint Laurent, district of Montreal, Defendant.

A lot situate and being in the town of Saint Laurent, county of Jacques-Cartier, in the district of Montreal, known and designated as forming part of lot number four hundred and fifty-two (452), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded in front by Saint François Xavier street, in rear by Cyrille Major or representative, on one side by Adélard Laframboise, and on the other side by Noël Damien Lecavalier, or representatives; said lot measuring sixty-six (66) feet in front by fifty-three (53) feet in depth, more or less, without warranty of precise measurement—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 5th October, 1898. 3766
[First published, 8th October, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **A** **DELARD LACOSTE**,
No. 3856. } accountant, of Montreal,
Plaintiff; against the lands and tenements of **DAME LOUISE AUCLAIR**, widow of the late François alias Francis Domé, and now wife of André Ender, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, and Marie Louise R. de Lima Domé, wife of Joseph Lamoureux, and the latter to authorize his wife, Jean Bte. Domé, Joseph H. Domé, Joseph G. Domé, all formerly of the village of canton de

du village du canton de Chambly, dit district, et maintenant de Cohoes, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, Joseph Dupuis, es-qualité de tuteur aux enfants mineurs de France Domé, savoir : Marie Rose Victoria et Joseph Henri Domé, et Arthur Lefebvre, ces deux derniers de Montréal, Défendeurs.

Un lot de terre sis et situé en le village du canton de Chambly, district de Montréal, connu et désigné comme partie du lot numéro quatre-vingt-sept (87), des plan et livre de renvoi officiels du village du canton de Chambly, et borné comme suit : en front par une rue qui conduit au canal Chambly, en arrière par John Tomkin ou représentants, d'un côté par une ruelle, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro quatre-vingt-sept (87), et appartenant à Arthur Jeantôt—avec une maison et autres bâtiesse dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 5 octobre 1898. 3763
[Première publication, 8 octobre 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montreal.

Montréal, à savoir : } DAME HORTENSE LE-
No. 2570. } DUC, demeurant à Paris, en France, rentière, veuve de feu Charles William Maxwell Heddle, en son vivant rentier, du même lieu, Demanderesse ; contre les terres et tenements de JOSEPH QUEVILLON, maître boucher et commerçant, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Un certain terrain situé dans le quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal—avec les bâtiesse y érigées ; borné en front par la rue DeMontigny, et d'un côté par la rue Champlain, et composé des lots de terre connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot primitif numéro six cent quarante ; sous le numéro un de la subdivision officielle du lot primitif numéro six cent quarante, et sous le numéro un de la subdivision officielle du lot primitif numéro six cent quarante-et-un.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 14 septembre 1898. 3563-2
[Première publication 17 septembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } WILLIAM SCOTT, épicier,
No. 661. } de la cité de Hull, demandeur ; contre MICHEL GAGNON, du même lieu, Défendeur, à savoir :

Les bâtiesse et améliorations sur partie du lot de cadastre numéro cent vingt et un (121), dans le quartier numéro trois, de la cité de Hull, trente-trois pieds sur quatre-vingt-sept pieds et trois quarts, plus ou moins ; borné au nord par la rue Queen, en arrière par partie du même lot, à l'est par partie du même lot occupé par Dame Gaucher, et du côté ouest par la rue Chaudière.

Pour être vendu dans le bureau du shérif, dans

Chambly, said district, and now of Cohoes, in the state of New York, one of the United States of America, Joseph Dupuis, in his quality of tutor to the minor children of France Domé, to wit : Marie Rose Victoria and Joseph Henri Domé, and Arthur Lefebvre, the two latter of Montreal, Defendants.

A lot of land lying and situate in the village of canton of Chambly, district of Montreal, known and designated as part of lot number eighty-seven (87), of the official plan and book of reference of the village of the canton of Chambly, and bounded as follows : in front by a street leading to the Chambly canal, in rear by John Tomkin or representatives, on one side by a lane, and on the other side by the residue of said lot number eighty-seven (87), and belonging to Arthur Jeantôt—with a house and outbuildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Chambly, the TENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 5th October, 1898. 3764
[First published, 8th October, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME HORTENSE LEDUC,
No. 2570. } residing at Paris, in France, in Europe, rentière, widow of the late Charles William Maxwell Heddle, in his lifetime rentier, of the same place, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOSEPH QUEVILLON, master butcher and trader, of the city and district of Montreal, Defendant.

A certain lot situate in Saint Mary's ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected ; bounded on front by De Montigny street, and on one side by Champlain street, and made up of the lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward, as number two of the official subdivision of the primitive lot number six hundred and forty ; as number one of the official subdivision of the primitive lot number six hundred and forty, and as number one of the official subdivision of the primitive lot number six hundred and forty-one.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 14th September, 1898. 3564
[First published, 17th September, 1898.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } WILLIAM SCOTT, grocer, of
No. 661. } the city of Hull, Plaintiff ; against MICHEL GAGNON, of the same place, to wit :

The buildings and improvements on part of cadastral lot number one hundred and twenty-one (121), in ward number three, of the city of Hull, thirty-three by eighty-seven and three quarters feet, more or less ; bounded on the north by Queen street, in rear by part of the same lot, on the east by part of same lot occupied by Mrs. Gaucher, and on the west side by Chaudière street.

To be sold at the sheriff office, in the city of Hull,

la cité de Hull, le HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif,

Hull, 5 octobre 1898.

[Première publication, 8 octobre 1898.]

Shérif.

3755

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **A.** ODILON PRUNEAU ET
No 2385. } **A.** JOSEPH ARTHUR
KIROUAC, tous deux de la cité de Québec, marchands-libraires, et y faisant affaires sous la raison sociale de "Pruneau & Kirouac"; contre TELES-PHORE LEMIEUX, de la cité de Québec, relieur, à savoir :

1° Le lot No 1744-2 (dix-sept cent quarante-quatre-deux), du cadastre officiel du quartier Jacques Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue du Pont—avec bâtisses.

2° Le lot No 1743-2 (dix-sept cent quarante-trois-deux), du même cadastre, étant un emplacement situé en arrière du lot ci-haut décrit, avec droit de passage par le côté sud de ce lot, et passant à travers et sur le lot No 1743-1, pour communiquer à la rue des Prairies.

Le tout pour être vendu en un seul et même lot. Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif,

Québec, 6 octobre 1898.

[Première publication, 8 octobre 1898.]

Député Shérif.

3775

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir : } **L**A CITE DE QUEBEC;
No 1829. } contre **B**LANCHE GINGRAS, épouse séparée de biens de Edmond Blouin, tous deux des cité et district de Québec, et le dit Edmond Blouin, mis en cause pour assister sa dite épouse, l'un des héritiers de feu Dame Jean Elie Gingras, à savoir :

1° Le lot No 1140 (onze cent quarante), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Montcalm—circonstances et dépendances.

2° Le lot No 1437 (quatorze cent trente-sept), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Saint-Germain—avec bâtisses; sujet à une rente annuelle de six piastres, payable le vingt-neuf juin aux Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif,

Québec, 6 octobre 1898.

[Première publication, 8 octobre 1898.]

Député Shérif.

3773

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **F**RANÇOIS GRENON, de
No 2475. } Québec, marchand de briques; contre PROSPER BOULANGER, de Québec, à savoir :

1° Le lot No 88 (quatre-vingt-huit), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Bédard—avec bâtisses.

on the EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office,

Hull, 5th October, 1898.

[First published, 8th October, 1898.]

Sheriff.

3716

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **A.** ODILON PRUNEAU
No. 2385. } **A.** AND JOSEPH ARTHUR
KIROUAC, both of the city of Quebec, booksellers, and there doing business under the style and firm of "Pruneau & Kirouac"; against TELES-PHORE LEMIEUX, of the city of Quebec, bookbinder, to wit :

1. Lot No. 1744-2 (seventeen hundred and forty-four-two), of the official cadastre of Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Bridge street—with buildings.

2. Lot No. 1743-2 (seventeen hundred and forty-three-two), of the same cadastre, being a lot situated in rear of the lot hereinabove described, with right of passage by the south side of this lot, and passing across and on lot No. 1743-1, to communicate with Des Prairies street.

The whole to be sold in one and the same lot. To be sold at my office, in the city of Quebec, the ELEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office,

Quebec, 6th October, 1898.

[First published, 8th October, 1898.]

Deputy-Sheriff.

3776

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC;
No. 1829. } against **B**LANCHE GINGRAS, wife separated as to property of Edmond Blouin, both of the city and district of Quebec, and the said Edmond Blouin, a party hereunto to assist his said wife, one of the heirs of the late Dame Jean Elie Gingras, to wit :

1. Lot No. 1140 (eleven hundred and forty), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot of land situate on Montcalm street, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 1437 (fourteen hundred and thirty-seven), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot situate on Saint Germain street—with buildings. Subject to a ground rent of six dollars, payable to the community of Les Religieuses of l'Hôtel-Dieu de Québec, on the twenty-ninth of June.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the ELEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

3774

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office,

Quebec, 6th October, 1898.

[First published, 8th October, 1898.]

Deputy Sheriff.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **F**RANÇOIS GRENON, of
No. 2475. } Québec, dealer in bricks; against PROSPER BOULANGER, of Québec, to wit :

1. Lot No. 88 (eighty-eight), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Bédard street—with buildings.

2° Le lot No 90 (quatre-vingt-dix), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Bédard—avec bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le DOUZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Québec, 6 octobre 1898. 3777

[Première publication, 8 octobre 1898.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : **LA CITE DE QUÉBEC ;** No. 979. **Contre JANE McINTYRE,** des cité et district de Québec, veuve de James Courtney, à savoir :

Le lot de terrain désigné par le numéro quatre mille un A (4001 A), au cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, situé rue O'Connell, avec droit de passage à pied et en voiture dans un passage de huit pieds de largeur sur le lot voisin, au nord-est, et étant le lot No. 4001, pour sortir sur la rue Saint Simon, le dit passage situé le long de et en front du hangar actuellement existant sur le dit lot No. 4001—avec bâtisses.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ED. BÉGIN,

Bureau du Shérif, Québec, 15 septembre 1898. 3571-2

[Première publication 17 septembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Province de Québec. **EDOUARD NADEAU,** District de Rimouski. No 2100. **de la paroisse de Saint-Octave de Métis, dit district, cultivateur, Demandeur ; contre JOSEPH MICHAUD, fils de François-Xavier, maintenant décédé et représenté par Dame Marie Dubé, veuve du dit feu Joseph Michaud, et Louis Philippe Pelletier, son époux, cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Octave de Métis, en leur qualité de tuteur conjoint à Marie Marguerite Alphonsine Michaud, fille mineure et unique héritière du dit feu Joseph Michaud, et légalement mise en demeure de payer en vertu des dispositions de l'article 605 du code de procédure civile, Défendeur.**

Saisi sur les dits Marie Dubé et Louis Philippe Pelletier, en leur susdite qualité.

1° Une terre située en la dite paroisse de Saint-Octave de Métis, dans le rang A, canton Cabot, contenant trente-six arpents en superficie environ ; bornée à l'est à André Bérubé, au nord à la rivière Métis, au sud au rang B du dit canton Cabot, et étant les numéros un (1) et un A (1 A), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Octave de Métis, rang A, canton Cabot—sans bâtisses, mais avec les circonstances et dépendances.

2° La vingt-deuxième partie indivise d'une terre située en le deuxième rang de la paroisse de Saint-Octave de Métis, rang A, canton Cabot, de deux arpents et cinq perches de front, sur trente arpents de profondeur, et étant le numéro quatorze A (14 A), et partie ouest du numéro quinze (15), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Octave de Métis—avec la vingt-deuxième partie indivise des bâtisses, circonstances et dépendances.

2. Lot No. 90 (ninety), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Bédard street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Québec, 6th October, 1898. 3778

[First published, 8th October, 1898.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : **THE CITY OF QUÉBEC ;** No. 979. **against JANE McINTYRE,** of the city and district of Quebec, widow of James Courtney, to wit :

Lot No. 4001 A (four thousand and one A), of the official cadastre of Montcalm ward, of the city of Quebec, being a land situate on O'Connell street, with right of passage on foot or in vehicle, in a passage of eight feet in width on the adjoining lot, to the north east, and being lot No. 4001, to go out on Saint Simon street, said passage situated along and in front of the shed actually existing on the said lot No. 4001—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

ED. BÉGIN,

Sheriff's Office, Québec, 15th September, 1898. 3572

[First published, 17th September, 1898.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.

Province of Québec. **EDOUARD NADEAU,** District of Rimouski. No. 2100. **of the parish of Saint-Octave de Métis, said district, farmer, Plaintiff ; against JOSEPH MICHAUD, son of François Xavier, now deceased and represented by Dame Marie Dubé, widow of the said late Joseph Michaud, and Louis Philippe Pelletier, her husband, farmer, of the said parish of Saint-Octave de Métis, in their quality of joint tutor to Marie Marguerite Alphonsine Michaud, minor daughter and sole heir of the said late Joseph Michaud, and legally called upon to pay in virtue of the provisions of article 605 of the code of civil procedure, Defendant.**

Seized upon the said Marie Dubé and Louis Philippe Pelletier, in their said quality :

1. A land situate in the said parish of Saint-Octave de Métis, in range A, township Cabot, containing about thirty-six arpents in area ; bounded on the east by André Bérubé, on the north by the river Métis, on the south by the range B of the said township Cabot, and being numbers one (1) and one A (1 A), of the cadastre of the said parish of Saint-Octave de Métis, range A, township Cabot—without buildings, but with circumstances and dependencies.

2. The undivided one twenty second part of a land situate in the second range of the parish of Saint-Octave de Métis, range A, township Cabot, of two arpents and five perches in front, by thirty arpents in depth, and being number fourteen A (14 A), and west part of number fifteen (15), of the cadastre of the said parish of Saint-Octave de Métis,—with the undivided one twenty second part of the buildings, circumstances and dependencies.

3° La vingt-deuxième partie indivise d'une terre située au Grand Remoud, en la paroisse de Saint-Octave de Métis, en la seigneurie Lepage et Thibierge, contenant vingt-cinq arpents en superficie environ ; bornée d'un côté à Paul Michaud, de l'autre côté à Angélique Beaulieu ou représentants, à l'ouest à la rivière Métis, et de l'autre côté à Alfred Michaud, étant le numéro un (1), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Octave de Métis—sans bâtisses, mais avec les circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Octave de Métis, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALFR. MARTIN,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Rimouski, 13 septembre 1898. 3557-2
[Première publication, 17 septembre 1898.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, } **JOSEPH DAU-**
District de Saint-Hyacinthe, } **NAIS, Deman-**
No 77. } **deur ; vs. MARIE**
ELIZA MOLVILA
ALIAS MOLVINA DALPÉ dit PARIZEAULT,
épouse commune en biens de Louis Gagnon, et le dit Louis Gagnon, Défendeurs.

Un emplacement situé en la cité de Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, rue Saint-Antoine, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite cité de Saint-Hyacinthe, sous le numéro trois cent soixante (No 360)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Saint-Hyacinthe, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Hyacinthe, 12 septembre 1898. 3553-2
[Première publication, 17 septembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Terrebonne, } **JEAN B. B. PRÉ-**
Sainte-Scholastique, savoir : } **VOST, Deman-**
No. 1068. } **deur ; vs. WILLIAM**
JOHN WOOD, Défendeur, savoir :

Un lot de terre situé dans le premier rang du canton Morin, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels faits pour le dit canton Morin, comme étant le numéro quarante-huit (48)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église presbytérienne du canton Morin, district de Terrebonne, le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 4 octobre 1898. 3767
[Première publication, 8 octobre 1898.]

3. The undivided one twenty second part of a land situate at the Grand Remoud, in the parish of Saint Octave de Métis, in the seigniory Lepage and Thibierge, containing about twenty five arpents in area ; bounded on one side by Paul Michaud, on the other side by Angélique Beaulieu or representatives, on the west by the river Métis, and on the other side by Alfred Michaud, being number one (1), of the cadastre of the said parish of Saint Octave de Métis—without buildings, but with circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Octave de Métis, on the TWENTIETH day of OCTOBER, one thousand eight hundred and ninety-eight, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALFR. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 13th September, 1898. 3558
[First published, 17th September, 1898.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, } **JOSEPH DAU-**
District of Saint Hyacinth. } **NAIS, Plain-**
No. 77. } **tiff ; vs. MARIE**
ELIZA MOLVILA
ALIAS MOLVINA DALPÉ ALIAS PARIZEAULT,
wife common as to property of Louis Gagnon and the said Louis Gagnon, Defendants.

A piece of land or emplacement situate in the city of Saint Hyacinth, county of Saint Hyacinth, on Saint Antoine street, known and designated on the official plan and book of reference for the said city of Saint Hyacinth, as lot number three hundred and sixty (No. 360)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Saint Hyacinth, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

EUGENE SICOTTE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 12th September, 1898. 3554
[First published, 17th September, 1898.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Terrebonne, } **JEAN B. B. PRÉ-**
Sainte-Scholastique, to wit : } **VOST, Plaintiff ;**
No. 1068. } **vs. WILLIAM JOHN**
WOOD, Defendant, to wit :

A lot of land situate in the first range of the township Morin, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said township Morin, as number forty-eight (48)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Presbyterian church of the township of Morin, district of Terrebonne, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriff.
Sainte-Scholastique, 4th October, 1898. 3768
[First published, 8th October, 1898.]

Avis de Faillites

In re J. E. Trépanier, Québec, Insolvable.
Avis public est donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et que ce dividende sera payable à mon bureau le 24 courant.
D. ARCAND,
Curateur.
3783
Québec, 8 octobre 1898.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 40

ANNONCEURS :—*Avis aux* :—Concernant avis, etc., 2007.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative ; Conseil législatif, 2014, 2015.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Amender charte de la Cie Quebec Central Railway ; Amender charte de la cité de Sorel ; Amender charte de la ville de Salaberry de Valleyfield, 2017, 2018.

FAILLIS :—Bousquet & Cie ; Dme Dumas ; Goulet ; Moreau ; Trépanier, 2025, 2036.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—Canadian Plate Glass Coy ; Cie industrielle de Papineauville ; Holland & Son Coy ; Hull Cemetery Co. ; The Beau Arcade Café Coy ; The Chronicle Printing Coy ; The Montreal Mining Stocks Coy, 2021, 2022, 2023, 2024.

LETTER PATENTE ÉMISE :—La Briqueterie d'Hébertville, 2010.

LICITATION :—*Winter et vir* vs *Winter et al*, 2026.

NOMINATIONS :—*Commissioner per dedimus potestatem* :—Saint-Hyacinthe, 2007.
Syndics d'écoles :—Vaudreuil, 2007.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres *pro formâ* ; Saint-Joseph érigé en municipalité de village, 2008, 2009.

RATIFICATION :—Maria Pulp & Lumber Co. et Cascapédia Pulp & Lumber Co., 2028.

RÈGLE DE COUR :—*Jacques et al* vs *Mongeon*, 2025.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Archambault vs Courtemanche ; Babeu vs Bourassa ; Berthiaume vs Laverdure ; Burnett vs Powell ; Danis vs Charron ; Lanciau vs Perron ; Leriche vs Vadnais ; Parizeault vs Gagnon ; Petitclerc vs Delisle ; Seney vs Desjardins, 2019, 2020.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dame Saint-Maurice vs Miller, 2021.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Aldfield ; Aylwin ; Cap Rosier ; Demers ; Gayhurst ; Jersey ; LaBarre ; Linière ; Macpès ; Maria ; New-Richmond ; Normandin ; Nouvelle ; Nouvelle ; Port Daniel ; Ware ; York, 2010, 2011, 2012.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 2012.

Bankrupt Notices

In re J. E. Trépanier, Insolvent.
Public notice is given that a first dividend sheet has been prepared in this matter. This dividend will be payable at my office on the 24th instant.
D. ARCAND,
Curator.
3784
Quebec, 8th October, 1898.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 40

ADVERTISERS :—*Notice to* :—Respecting notices, &c, 2007.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notice Respecting the* :—Legislative Assembly ; Legislative Council, 2014, 2015.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE :—To amend charter of the Quebec Central Railway ; To amend charter of the city of Sorel ; To amend charter of the town of Salaberry de Valleyfield, 2017, 2018.

INSOLVENTS :—Bousquet & Cie ; Dme Dumas ; Goulet ; Moreau ; Trépanier, 2025, 2036.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—Canadian Plate Glass Coy ; Papineauville Industrial Coy ; Holland & Son Coy ; Hull Cemetery Co. ; The Beau Arcade Café Coy ; The Chronicle Printing Coy ; The Montreal Mining Stocks Coy, 2021, 2022, 2023, 2024.

LETTER PATENT GRANTED :—La Briqueterie d'Hébertville, 2010.

LICITATION :—*Winter et vir* vs *Winter et al*, 2026.

APPOINTMENTS :—*Commissioner per dedimus potestatem* :—Saint Hincinth, 2007.
School trustees :—Vaudreuil, 2007.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked *pro formâ* ; Saint Joseph erected in village municipality, 2008, 2009.

RATIFICATION :—Maria Pulp & Lumber Co. and Cascapédia Pulp & Lumber Co., 2028.

RULE OF COURT :—*Jacques et al* vs *Mongeon*, 2025.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Archambault vs Courtemanche ; Babeu vs Bourassa ; Berthiaume vs Laverdure ; Burnett vs Powell ; Danis vs Charron ; Lanciau vs Perron ; Leriche vs Vadnais ; Parizeault vs Gagnon ; Petitclerc vs Delisle ; Seney vs Desjardins, 2019, 2020.

SEPARATION FROM BED AND BOARD :—Dame Saint-Maurice vs Miller, 2021.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc.* :—Townships Aldfield ; Aylwin ; Cap Rosier ; Demers ; Gayhurst ; Jersey ; LaBarre ; Linière ; Macpès ; Maria ; New Richmond ; Normandin ; Nouvelle ; Nouvelle ; Port Daniel ; Ware ; York, 2010, 2011, 2012.

SALE OF TIMBER LIMITS, 2012.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Martel vs Vallière, 2028.
 BEAUHARNOIS :—Lafleur vs Dme Lefort *et al*, 2029.
 BEDFORD :—Deserres vs Gervais ; Lespérance vs Dupaul, 2029.
 CHICOUTIMI :—Tremblay vs Talbot, 2030.
 JOLIETTE :—Laporté vs Goulet, 2031.
 MONTRÉAL :—Dme Leduc vs Quevillon ; Goyer vs Laflamme ; Lacoste vs Dme Auclair *et al*, 2031, 2032.
 OTTAWA :—Scott vs Gagnon, 2032.
 QUÉBEC :—Grenon vs Boulanger ; La cité de Québec vs Dme Gingras ; La cité de Québec vs McIntyre ; Pruneau & Kirouac vs Lemieux, 2033, 2034.
 RIMOUSKI :—Nadeau vs Michaud, 2034.
 SAINT HYACINTHE :—Daulnais vs Dme Dalpé, 2035.
 TERREBONNE :—Prévost vs Wood, 2035.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Martel vs Vallière, 2028.
 BEAUHARNOIS :—Lafleur vs Dme Lefort *et al*, 2029.
 BEDFORD :—Deserres vs Gervais ; Lespérance vs Dupaul, 2029.
 CHICOUTIMI :—Tremblay vs Talbot, 2030.
 JOLIETTE :—Laporte vs Goulet, 2031.
 MONTREAL :—Dme Leduc vs Quevillon ; Goyer vs Laflamme ; Lacoste vs Dme Auclair *et al*, 2031, 2032.
 OTTAWA :—Scott vs Gagnon, 2032.
 QUEBEC :—Grenon vs Boulanger ; The city of Quebec vs Dme Gingras ; The city of Quebec vs McIntyre ; Pruneau & Kirouac vs Lemieux, 2033, 2034.
 RIMOUSKI :—Nadeau vs Michaud, 2034.
 SAINT-HYACINTH :—Daulnais vs Dme Dalpé, 2035.
 TERREBONNE :—Prévost vs Wood, 2035.

